PROGRAMME DE CONFORMITÉ EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE RECYCLAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES

**Nom du conseiller/nom de la société**

**(la pratique)**

**Responsable de la conformité :**

Date d’adoption duprogramme:

**Tableau des informations**

**Partie A - Contexte**

1. Qu’est-ce que le blanchiment
2. Qu’est-ce que le financement du terrorisme
3. Nos responsabilités
4. Sanctions en cas de non-conformité
5. Motifs raisonnables de soupçonner
6. Indicateurs de transactionsutiles

Partie **B – Nomination d’un conseiller**

**Partie C – Politiques et politiques**

**Section 1 – Rapports au CANAFE et tenue de documents connexes**

* 1. – Inscription au système de déclaration électronique de CANAFE
  2. – Politique de déclaration des opérations suspectes et de tenue de dossiers
  3. – Politique de déclaration des opérations importantes en espèces et de tenue de registres
  4. – Rapports sur les biens appartenant à des terroristes
  5. – Autodéclaration volontaire de non-conformité

**Section 2 – Dossiersd’information et informations connexes**

2.1 – Généralités

2.2 – Dossierd’information

2.3 – Tableau récapitulatif

1. Registres de propriété effective et de contrôle
2. Détermination et dossiers des tiers
3. Détermination de l’exposition politique et enregistrements
4. Historique des relations d’affaires

2.4 – Mesures raisonnables

**Section 3 – Vérification de l’identité**

3.1 – Vérifier l’identité des individus

3.2 – Vérifier l’identité des entités

3.3 – Exceptions à l’identité du client

**Section 4 – Risque b**

4.1 – Politique d’évaluation des risques

4.2 – Évaluation des risques

4.3 – Surveillance continue et mise à jour des renseignements sur l’identification des clients

4.4 – Entreprises based risk assessment

4.5 – Relation

**Section 5 – Délai de tenue des dossiers**

**Partie D – Programme de formation**

**Partie E – Approbation et option** des programmes**,** des  **programmes etdes programmesde pluie**

**Partie F – Examen des programmes**

**Partie G – Historique des révisions**

**Appendice**

**Outil d’évaluation des risques pour les** clients

**Partie A – Renseignements généraux**

Cette section fournit un résumé de haut niveau de ce qu’est le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes, ainsi que nos obligations en vertu de la loi. Ce résumé s’appuie sur les renseignements fournis dans la Ligne directrice 1 du Centre d’analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), document d’information, et la version complète de la Ligne directrice se trouve sur le site Web de CANAFE :<http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/overview-apercu/Guide1/1-eng.asp>.  Le Canada participe à la lutte mondiale contre le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes principalement au moyen d’une loi nationale appelée Loi sur le recyclage des *produits de la criminalité* et le *financement des activités terroristes* (la Loi) et des règlements applicables qui l’appuient. Les objectifs de la Loi sont les suivants :

* Aider à détecter et à décourager le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes
* Mettre en œuvre des exigences en matière de déclaration et d’autres exigences à l’égard des personnes exerçant des activités commerciales, des activités et des activités susceptibles d’être utilisées à des fins de blanchiment d’argent et de financement des activités terroristes
* Faire de CANAFE l’organisme responsable de la collecte, de l’analyse et de la communication de renseignements afin d’aider à détecter et à prévenir le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes au Canada et à l’étranger.

1. **Qu’est-ce que le blanchiment d’argent?**

Le blanchiment d’argent est le processus par lequel l’argent et les biens générés par des activités criminelles sont déguisés en provenant d’une source légitime.

Le processus de blanchiment d’argent comporte trois étapes :

* **Le placement** consiste à placer les produits de la criminalité dans le système financier.
* **La superposition** consiste à convertir les produits de la criminalité sous une autre forme et à créer des couches complexes d’opérations financières pour entraver la piste de vérification et dissimuler la source et la propriété des fonds.
* **L’intégration** consiste à réinvestir les recettes blanchies dans l’économie pour créer une perception de légitimité.

Le blanchiment d’argent commence par les produits de la criminalité provenant d’une infraction principale. Une infraction sous-jacente comprend, sans toutefois s’y limiter, l’évasion fiscale, le trafic de drogues illicites, la corruption, la fraude, la falsification, le meurtre, le vol qualifié, la fausse monnaie, la manipulation d’actions et la violation du droit d’auteur. Une infraction de blanchiment d’argent peut comprendre des biens ou des produits provenant d’activités illégales qui ont eu lieu à l’extérieur du Canada.

**Méthodes de blanchiment d’argent**

Il existe autant de méthodes pour blanchir de l’argent que l’imagination le permet, et les méthodes utilisées deviennent de plus en plus sophistiquées et compliquées à mesure que la technologie progresse. Souvent, l’argent est blanchi en utilisant des prête-noms tels que des membres de la famille, des amis ou des associés en qui la communauté a confiance et qui n’attireront pas l’attention, pour aider à dissimuler la source et la propriété des fonds et pour effectuer des transactions. Une autre méthode courante est la structuration, ou schtroumpfing, où plusieurs personnes discrètes déposent des fonds dans un compte central, généralement pour des montants inférieurs aux seuils de déclaration. On trouvera à la section v) ci-dessous des exemples d’indicateurs à connaître et de transactions susceptibles d’être liées au blanchiment d’argent.

### ii) Qu’est-ce que le financement du terrorisme?

En vertu de la loi canadienne, on parle de financement d’activités terroristes lorsque vous collectez ou fournissez sciemment des biens, comme des fonds, directement ou indirectement, à des terroristes. L’objectif principal de l’activité terroriste est d’intimider une population ou de contraindre un gouvernement à faire quelque chose.

Les terroristes ont besoin d’un soutien financier pour mener des activités terroristes et atteindre leurs objectifs. Bon nombre des techniques utilisées pour effectuer le blanchiment d’argent sont également utilisées dans le cadre du financement du terrorisme, y compris, mais sans s’y limiter, le fait de masquer la direction des fonds et le recours à des tiers. Ils doivent déguiser leur argent comme provenant d’une autre source et le mettre sous une forme qui ne peut pas être facilement retracée afin qu’il soit utilisable.

### Méthodes de financement du terrorisme

Il existe deux sources principales de financement des activités terroristes. La première consiste à obtenir un soutien financier de pays, d’organisations ou de particuliers. L’autre concerne les activités génératrices de revenus de groupes terroristes qui peuvent inclure des activités légitimes et criminelles. Les groupes terroristes peuvent utiliser la contrebande, la fraude, le vol, le vol qualifié et le trafic de stupéfiants pour générer des fonds.

Le financement des groupes terroristes peut également inclure des revenus légitimement gagnés, qui peuvent inclure la collecte de cotisations et d’abonnements, la vente de publications, des tournées de conférences, des événements culturels et sociaux, ainsi que des sollicitations et des appels au sein de la communauté. Cette collecte de fonds peut être faite au nom d’organisations ayant le statut d’organisme de bienfaisance ou de secours, de sorte que les donateurs sont amenés à croire qu’ils donnent à une bonne cause légitime.

Les méthodes utilisées par les groupes terroristes pour générer des fonds à partir de sources illégales sont souvent très similaires à celles utilisées par les organisations criminelles « traditionnelles ». Pour cette raison, les opérations liées au financement du terrorisme peuvent ressembler beaucoup à celles liées au blanchiment d’argent. Par conséquent, des régimes de lutte contre le blanchiment d’argent solides et complets sont essentiels pour détecter et décourager le financement du terrorisme.

1. **Nos responsabilités**

Tous les agents ou agences d’assurance au Canada sont des entités déclarantes en vertu de la Loi et sont tenus :

* Établir un programme de conformité pour assurer la conformité à leurs exigences en matière de rapports, de tenue de dossiers et d’identification des clients
* Suivre les règles concernant l’identification des clients etconserver certains enregistrements concernant des transactions spécifiques
* Signaler au CANAFE les opérations douteuses, les opérations importantes en espèces et les renseignements concernant les biens appartenant à un groupe terroriste

Les éléments d’un programme de conformité exigés en vertu de la Loi sont les suivants :

* Nomination d’un responsable de la conformité
* L’élaboration et l’application de politiques et de procédures de conformité écrites
* L’évaluation et la documentation des risques de blanchiment d’argent et de financement des activités terroristes pour l’entreprise, ainsi que les mesures visant à atténuer ces risques
* Unplan de formation continue, si l’agent ou l’agence a des employés ou d’autres personnes autorisées à agir en son nom
* Un plan pour examiner les politiques et procédures de conformité et votre évaluation des risques, et un plan pour tester leur efficacité au moins tous les deux ans

1. **Sanctions en cas de non-conformité**

CANAFE peut imposer une [sanction administrative pécuniaire](http://www.fintrac-canafe.gc.ca/pen/2-eng.asp) (SAP) aux entités déclarantes qui ne se conforment pas à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes du Canada.

Les infractions sont classées selon le *Règlement sur* les sanctions *administratives pécuniaires*  concernant le recyclage des produits de la criminalité et le *financement des activités terroristes*  selon leur degré d’importance et sont passibles de la gamme de sanctions suivantes :

* Infraction mineure : de 1 $ à 1 000 $ par violation
* Infraction grave : de 1 $ à 100 000 $ par violation
* Violation très grave : de 1 $ à 100 000 $ par violation pour un particulier et de 1 $ à 500 000 $ par violation pour une entité (p. ex. société)

Les limites ci-dessus s’appliquent à chaque violation, et plusieurs violations peuvent entraîner un montant total supérieur à ces limites. Une liste des violations est disponible sur le site Web de [Justice Canada](http://laws-lois.justice.gc.ca/eng/regulations/SOR-2007-292).

CANAFE peut communiquer des cas de non-conformité aux organismes d’application de la loi lorsqu’il y a une non-conformité importante ou peu d’attentes en matière de conformité immédiate ou future.

Les sanctions pénales peuvent comprendre les suivantes :

* Omission de signaler les opérations douteuses : jusqu’à 2 millions de dollars et/ou cinq ans d’emprisonnement.
* Omission de déclarer une opération importante en espèces ou un transfert électronique de fonds : jusqu’à 500 000 $ pour la première infraction, 1 million de dollars pour les infractions subséquentes.
* Non-respect des exigences en matière de tenue de dossiers : jusqu’à 500 000 $ et/ou cinq ans d’emprisonnement.
* Omission de fournir de l’aide ou des renseignements pendant l’examen de conformité : jusqu’à 500 000 $ et/ou cinq ans d’emprisonnement.
* Divulgation du fait qu’une déclaration d’opération suspecte a été faite, ou divulgation du contenu d’une telle déclaration, dans l’intention de nuire à une enquête criminelle : jusqu’à deux ans d’emprisonnement.

Les pénalités pour défaut de déclaration ne s’appliquent pas aux employés qui signalent des opérations douteuses à leur supérieur.

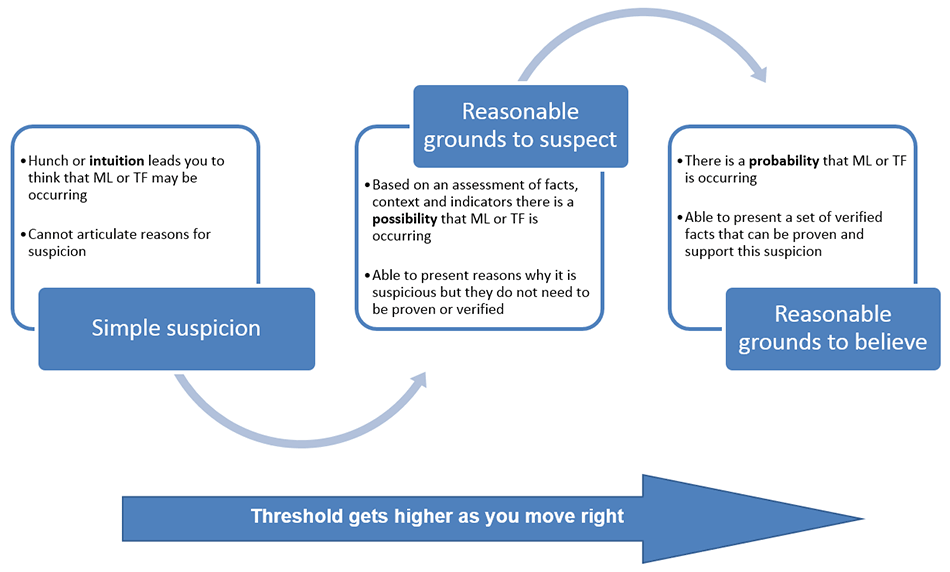
1. **Motifs raisonnables de soupçonner**

Vous devez signaler une opération comme étant suspecte dès que possible après avoir pris des mesures qui vous ont donné des motifs raisonnables de soupçonner qu’une opération est liée à la perpétration ou à la tentative de perpétration d’une infraction de blanchiment d’argent ou de financement des activités terroristes.

Une transaction financière peut ne pas sembler suspecte en soi. Cependant, un contexte supplémentaire sur la personne associée ou ses actions peut éveiller des soupçons.

Les motifs raisonnables de soupçonner sont plus que de simples soupçons. Vous ne pouvez arriver à la conclusion que vous avez des motifs raisonnables de soupçonner qu’après avoir évalué les faits, le contexte et les indicateurs de BA/FT associés à l’opération financière. Vos soupçons doivent être raisonnables et non biaisés ou préjugés.

Comprendre les différences entre les seuils peut aider à clarifier quels motifs raisonnables de soupçonner signifie et quels motifs raisonnables de soupçonner peuvent être utilisés dans le cadre d’un programme de conformité. Voir le diagramme ci-dessous pour un aperçu visuel des seuils suivants.



**Le simple soupçon est un** seuil inférieur aux motifs raisonnables de soupçonner et est synonyme d’un « sentiment instinctif » ou d’une « intuition ». Un simple soupçon signifie que vous avez le sentiment que quelque chose est inhabituel ou suspect, mais que vous n’avez pas de faits, de contexte ou d’indicateurs de BA/FT pour appuyer ce sentiment ou déterminer s’il existe des motifs raisonnables de soupçonner la survenance d’une infraction de BA/FT. Un simple soupçon pourrait vous inciter à évaluer les opérations financières connexes pour voir s’il existe d’autres faits, contextes ou indicateurs de BA/FT qui appuieraient ou confirmeraient vos soupçons.

**Les motifs raisonnables de soupçonner** constituent le seuil requis pour soumettre une DOD au CANAFE et constituent un pas au-dessus du simple soupçon, ce qui signifie qu’il y a une [**possibilité**](http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/glossary-glossaire/1-eng.asp#possibility) d’infraction au blanchiment d’argent et au financement des activités terroristes.

Si vous avez des motifs raisonnables de soupçonner, vous avez examiné les faits, le contexte et les indicateurs de BA/FT liés à une opération financière et que vous avez des motifs raisonnables de soupçonner que cette opération financière particulière est liée au BA/FT. Vous devez être en mesure de démontrer et d’exprimer vos soupçons à l’égard du BA/FT de manière à ce qu’une autre personne examinant le même matériel avec des connaissances, une expérience ou une formation similaires parvienne probablement à la même conclusion.

Vous **n’avez pas** à vérifier les faits, le contexte ou les indicateurs de BA/FT qui ont mené à vos soupçons, ni à prouver qu’une infraction de BA/FT a été commise pour avoir des motifs raisonnables de soupçonner.

L’explication de votre évaluation devrait être incluse dans la partie narrative de la DOD. Dans votre déclaration à CANAFE, incluez tous les facteurs qui appuient votre évaluation et votre conclusion selon laquelle une infraction de BA/FT a possiblement été commise.

**Les motifs raisonnables de croire** constituent un seuil plus élevé que les motifs raisonnables de soupçonner et **vont au-delà** de ce qui est requis pour présenter une DOD. Les motifs raisonnables de croire signifient qu’il existe des faits vérifiés à l’appui de la probabilité qu’une infraction de BA/FT ait été commise. En d’autres termes, il y a suffisamment de preuves pour appuyer une personne raisonnable et formée à **croire**, et **pas seulement à soupçonner**, qu’il y a eu blanchiment d’argent et de financement des activités terroristes. Par exemple, les organismes d’application de la loi doivent avoir des motifs raisonnables de croire qu’une activité criminelle a eu lieu avant de pouvoir obtenir une autorisation judiciaire, comme une ordonnance de [communication](http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/glossary-glossaire/1-eng.asp#prodorder).

1. **Indicateurs d’opérations douteuses ou de clients potentiels à** **haut risque**

Voici quelques exemples d’indicateurs généraux et propres à l’industrie qui pourraient vous amener à avoir des motifs raisonnables de soupçonner qu’une opération est liée à une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou de financement des activités terroristes. Les organisations criminelles combinent souvent diverses méthodes de façon novatrice afin d’éviter la détection du blanchiment d’argent et du financement des activités terroristes. La présence d’un ou de plusieurs de ces facteurs ne signifie pas que l’opération est suspecte et doit être déclarée à CANAFE, mais qu’il faut y jeter un coup d’œil plus approfondi.

En soi, un seul indicateur peut ne pas sembler suspect. Toutefois, l’observation d’un ou de plusieurs indicateurs pourrait mener à une évaluation de la ou des transactions afin de déterminer s’il existe d’autres faits, éléments contextuels ou indicateurs supplémentaires de BA/FT qui pourraient nécessiter la présentation d’une DOD.

**Indicateurs généraux**

Voici des exemples d’indicateurs généraux qui pourraient nous amener à soupçonner qu’une opération est liée à une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou de financement des activités terroristes. Ce n’est généralement pas seulement l’un de ces facteurs qui constituerait le motif raisonnable de soupçonner, mais une combinaison de plusieurs facteurs en conjonction avec ce qui est normal et raisonnable dans les circonstances de l’opération ou de la tentative d’opération.

* Le client admet ou fait des déclarations au sujet de sa participation à des activités criminelles
* Le client ne veut pas que la correspondance soit envoyée à son adresse personnelle
* Le client semble avoir des comptes auprès de plusieurs institutions financières dans une région sans raison apparente
* Le client utilise une adresse à plusieurs reprises, mais change fréquemment le nom concerné
* Le client est accompagné et surveillé
* Le client fait preuve d’une curiosité peu commune à l’égard des contrôles et des systèmes internes
* Le client présente des détails confus sur la transaction
* Le client fait des demandes de renseignements qui indiqueraient qu’il souhaite éviter de signaler
* Le client est impliqué dans une activité inhabituelle pour cette personne ou cette entreprise
* Le client insiste pour qu’une transaction soit effectuée rapidement
* Le client semble très au courant des questions de blanchiment d’argent ou de financement des activités terroristes
* Le client refuse de produire des documents d’identification personnelle
* Le client voyage fréquemment dans un pays à haut risque
* Le client peut être propriétaire ou associé à des professions à haut risque (par exemple, entreprises à forte intensité de liquidités, entreprises à l’étranger, entreprises dans des pays à haut risque, jeux d’argent en ligne, entreprises de services monétaires, sociétés commerciales – importation / exportation)

**Exemples d’identification de personnes ou d’entités**

* Il y a une incapacité à identifier correctement le client ou il y a des questions entourant l’identité du client.
* Lors de l’ouverture d’une police d’assurance-vie, le client refuse ou tente d’éviter de fournir les informations requises, ou fournit des informations trompeuses, vagues ou difficiles à vérifier.
* Le client refuse de fournir des informations concernant les bénéficiaires effectifs, ou fournit des informations fausses, contradictoires, trompeuses ou substantiellement incorrectes.
* L’identification présentée par le client ne peut pas être vérifiée (par exemple, il s’agit d’une copie)
* Il y a des incohérences dans les documents d’identification ou les différents identificateurs fournis par le client, tels que l’adresse, la date de naissance ou le numéro de téléphone.
* Le client produit des renseignements ou des pièces d’identité apparemment faux qui semblent être contrefaits, modifiés ou inexacts.
* Le client affiche un modèle de variations de nom d’une transaction à l’autre ou utilise des alias.
* Le client modifie la transaction après avoir été invité à fournir des documents d’identité.
* Le client ne fournit qu’une adresse non municipale, comme une case postale, ou déguise une case postale en adresse municipale dans le but de dissimuler sa résidence physique.
* Identificateurs communs (p. ex. adresses, numéros de téléphone, etc.) utilisés par plusieurs clients qui ne semblent pas être liés.
* Identificateurs communs (p. ex. adresses, numéros de téléphone, etc.) utilisés par plusieurs clients effectuant des transactions similaires.
* Les transactions impliquent des personnes ou des entités identifiées par les médias, les organismes d’application de la loi et/ou de renseignement comme étant liées à des activités criminelles.
* Les tentatives de vérification des informations fournies par un nouveau client ou un client potentiel sont difficiles.

**Exemples de comportement client liés à un comportement contextuel**

* Le client fait des déclarations au sujet de sa participation à des activités criminelles.
* Le client effectue des transactions à différents emplacements physiques ou approche différents employés.
* Preuve de fausseté de la part du client (par exemple, fournir des informations fausses ou trompeuses).
* Le client présente un comportement nerveux.
* Le client refuse de fournir des renseignements lorsqu’il y a besoin ou hésite à les fournir.
* Le client a une position défensive face au questionnement.
* Le client présente des détails confus sur la transaction ou connaît peu de détails sur son objectif.
* Le client évite tout contact avec les employés de l’entité déclarante.
* Le client refuse d’identifier une source de fonds ou fournit des informations fausses, trompeuses ou substantiellement incorrectes.
* Le client ne se soucie pas des coûts ou des frais de transaction plus élevés que la normale.
* Le client fait des demandes de renseignements ou des déclarations indiquant qu’il souhaite éviter de produire des rapports ou tente de persuader l’entité déclarante de ne pas déposer ou conserver les rapports requis.
* Explication insuffisante de la source des fonds.
* Le client met fin à sa police d’assurance-vie après qu’un paiement initial a été effectué sans explication raisonnable.

**Exemples d’opérations financières liées au profil de la personne/entité**

* L’activité transactionnelle dépasse de loin l’activité projetée au début de la relation.
* L’activité transactionnelle (niveau ou volume) ne correspond pas à la situation financière apparente du client, à ses activités habituelles ou à ses renseignements professionnels (p. ex. étudiant, chômeur, aide sociale, etc.).
* L’activité transactionnelle est incompatible avec ce qui est attendu d’une entreprise déclarée
* Le client semble vivre au-dessus de ses moyens.
* Mouvements importants et/ou rapides de fonds non proportionnels au profil financier du client.
* Transactions à somme arrondie atypiques de ce que l’on attendrait du client.
* Taille ou type de transactions atypiques de ce qui est attendu du client.
* Ouvrir des polices d’assurance-vie lorsque l’adresse ou l’adresse professionnelle du client se trouve à l’extérieur de la zone de service locale sans explication raisonnable.
* Il y a un changement soudain dans le profil financier du client, le modèle d’activité ou les transactions.
* Le client utilise des billets, des instruments monétaires ou des produits et/ou services inhabituels pour un tel client.

**Exemples de produits et services**

* Détenir plusieurs comptes auprès de plusieurs institutions financières [sans raison apparente](http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/glossary-glossaire/1-eng.asp#nar).
* Utilisation suspectée d’un compte personnel à des fins professionnelles, ou vice-versa.
* Le client semble avoir récemment établi une série de nouvelles relations avec différentes entités financières.
* Un produit et/ou un service ouvert au nom d’une personne ou d’une entité qui est incohérent en fonction de ce que vous savez de ce client.
* Utilisation de plusieurs comptes bancaires étrangers sans raison apparente.
* Transferts fréquents et/ou atypiques entre les produits et comptes du client sans raison apparente.

**Exemples de modification de l’activité de compte**

* Un compte d’entreprise a un changement de structure de propriété avec une augmentation de l’activité transactionnelle et aucune explication apparente.
* Un compte inactif commence à voir une activité financière.
* Comptes qui reçoivent des paiements périodiques pertinents et qui sont inactifs à d’autres périodes sans explication logique.
* Changement brusque dans l’activité du compte.

**Exemples d’activités transactionnelles atypiques**

* Le client a plusieurs produits dans la même institution, atypique de ce à quoi on pourrait s’attendre.
* Une série de transferts de fonds compliqués qui semblent être une tentative de cacher la source et l’utilisation prévue des fonds.
* Opérations montrant des liens financiers entre des particuliers ou des entreprises qui ne sont habituellement pas liés (p. ex. un importateur de produits alimentaires faisant affaire avec un exportateur de pièces automobiles).
* La transaction est inutilement complexe pour son objectif déclaré.
* Les transactions d’un client n’ont pas d’objectif commercial ou économique apparent.
* Transaction conforme à la tendance connue du public en matière d’activité criminelle.
* La transaction implique une entité fictive suspecte (une entité qui n’a pas de raison économique ou logique d’exister).
* Fonds transférés dans et hors d’un compte le même jour ou dans un laps de temps relativement court.

**Exemples d’opérations structurées en dessous desexigences** de déclaration / d’identification

* Le client semble structurer les montants pour éviter les seuils d’identification ou de déclaration des clients.
* Le client semble collaborer avec d’autres personnes pour éviter les seuils d’identification ou de déclaration des clients.
* Transactions multiples effectuées en deçà du seuil de déclaration dans un court laps de temps.
* Le client fait des demandes de renseignements qui indiqueraient qu’il souhaite éviter de signaler.
* Le client effectue des transactions à différents endroits physiques ou avec différents représentants dans une tentative apparente d’éviter la détection.
* Le client démontre une connaissance des seuils de déclaration.

**Exemples de poursuitesimpliquant des juridictions non canadiennes**

* Transactions avec des administrations connues pour produire ou faire transiter des drogues ou des précurseurs chimiques ou qui sont à l’origine d’autres types de criminalité.
* Opérations avec des administrations dont on sait qu’elles présentent un risque plus élevé de BA/FT.
* Transactions / activités commerciales impliquant des lieux préoccupants, qui peuvent inclure des juridictions où il y a des conflits en cours (et des zones périphériques), des pays où les contrôles en matière de blanchiment d’argent / financement du terrorisme sont faibles ou des pays ayant des lois bancaires ou d’autres lois transactionnelles très secrètes telles que les limites de transfert fixées par un gouvernement.
* Transactions impliquant des pays jugés à haut risque ou non coopératifs par le Groupe d’action financière.
* Le client effectue fréquemment des transferts à l’étranger, qui ne correspondent pas à son profil financier.

**Exemples de tiers**

* Paiements multiples effectués sur un compte par des non-titulaires de compte.
* Un client effectue une transaction accompagné, supervisé ou dirigé par une autre partie.
* Paiements à ou en provenance de parties non liées (étrangères ou nationales).
* Le client semble ou déclare agir au nom d’une autre partie.
* Le compte est lié à des parties apparemment non connectées.
* Une personne maintient plusieurs comptes, ou maintient des comptes au nom de membres de sa famille ou de personnes morales sans entreprise apparente ou autre fin.
* Une personne ou une entité autre que le titulaire déclaré du compte effectue la majorité de l’activité de transaction qui semble inutile ou excessive.
* Le client est impliqué dans des transactions ou des activités de compte suspectes, mais refuse ou est incapable de répondre aux questions liées au compte ou aux transactions.

**Exemples spécifiques à l’industrie**

* Le client veut utiliser de l’argent comptant pour une transaction importante
* Le client propose d’acheter un produit d’assurance au moyen d’un chèque tiré sur un compte autre que son compte personnel.
* Le client demande un produit d’assurance qui n’a pas d’objet discernable et qui hésite à divulguer la raison de l’investissement
* Le client qui a d’autres petites polices ou transactions basées sur une structure de paiement régulière fait une demande soudaine d’achat d’une police substantielle avec un paiement forfaitaire
* Le client effectue une transaction qui entraîne une augmentation notable des contributions d’investissement
* L’ampleur de l’investissement dans les produits d’assurance ne correspond pas au profil économique du client
* Modification imprévue/incohérente des conditions contractuelles du client, y compris les suppléments de primes importants ou réguliers
* Dépôt imprévu de fonds ou retrait brusque de fonds
* Implication d’un ou de plusieurs tiers dans le paiement des primes ou dans toute autre question concernant la police
* Paiement excédentaire d’une prime d’assurance avec une demande subséquente de remboursement de l’excédent à un tiers
* Les fonds utilisés pour payer les primes d’assurance ou les dépôts proviennent de différentes sources
* Utilisation d’un produit d’assurance-vie d’une manière qui ressemble à l’utilisation d’un compte bancaire, c’est-à-dire effectuer des paiements de primes supplémentaires et des rachats partiels fréquents
* Le client annule son investissement ou son assurance peu de temps après l’achat
* Le remboursement anticipé a lieu en l’absence d’une explication raisonnable ou d’une manière très peu rentable
* Le client manifeste plus d’intérêt pour la résiliation ou la résiliation d’un contrat d’assurance que pour les résultats à long terme des investissements ou les coûts associés à la résiliation du contrat
* Le client effectue des paiements avec de petites coupures, exceptionnellement emballés, avec des mandats postaux ou avec des moyens de paiement similaires
* La durée du contrat d’assurance-vie est inférieure à trois ans
* Modification de la durée du contrat d’assurance-vie par rapport à l’objet initial et à l’utilisation prévue
* La première prime (ou unique) est payée à partir d’un compte bancaire à l’extérieur du pays
* Le client accepte des conditions très défavorables non liées à sa santé ou à son âge
* La transaction implique l’utilisation et le paiement d’une garantie de bonne exécution donnant lieu à un paiement transfrontalier
* Changements répétés et inexpliqués de bénéficiaire
* Même bénéficiaire pour plusieurs polices où le propriétaire/assuré est différent
* La relation entre le preneur d’assurance et le bénéficiaire n’est pas clairement établie

**Indicateurs de financement du terrorisme**

* Opérations impliquant certaines juridictions à risque élevé, telles que des emplacements au milieu ou à proximité d’un conflit armé où des groupes terroristes exercent leurs activités ou des endroits soumis à des contrôles plus faibles en matière de BA/FT.
* Compte ouvert au nom d’une entité, d’une fondation ou d’une association qui peut être liée ou impliquée dans une organisation terroriste présumée.
* L’utilisation de fonds par un organisme sans but lucratif n’est pas conforme aux fins pour lesquelles il a été créé.
* Client identifié par les médias ou les organismes d’application de la loi comme ayant voyagé, tenté ou avait l’intention de voyager dans des juridictions à risque élevé (y compris des villes ou des districts préoccupants), en particulier des pays (et des pays adjacents) en conflit et/ou en instabilité politique ou connus pour soutenir des activités et des organisations terroristes.
* Les transactions concernent des personnes ou des entités identifiées par les médias et/ou les listes de sanctions comme étant liées à une organisation terroriste ou à des activités terroristes.
* Les renseignements fournis par les organismes d’application de la loi qui indiquent que des personnes ou des entités peuvent être liées à une organisation terroriste ou à des activités terroristes.
* La présence en ligne d’une personne ou d’une entité soutient l’extrémisme violent ou la radicalisation.
* Le client fait un don à une cause qui fait l’objet de renseignements désobligeants accessibles au public (p. ex. initiative de financement participatif, organisme de bienfaisance, OBNL, ONG, etc.).

Desexemples concrets se trouvent dans les Indicateurs de blanchiment d’argent et de financement des activités terroristes - Sociétés d’assurance-vie, courtiers et agents d’assurance-vie de CANAFE sur son site Web :<http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/indicators-indicateurs/li_mltf-eng.asp> .

**Partie B – Nomination d’un responsable de la conformité**

Le responsable de la coordination est chargé de :

* La mise en œuvre, la surveillance et la mise à jour du programme de conformité qui comprend :
  + Politiques et procédures pour la production de rapports, la tenue de dossiers, l’identification des clients, l’évaluation et l’atténuation des risques
  + Approche fondée sur les risques
  + Formation
  + Évaluation du programme
* Faire les déclarations nécessaires au CANAFE (opérations douteuses, opérations importantes en espèces, déclarations de biens appartenant à un groupe terroriste)
* Faire rapport régulièrement au conseil d’administration, à la haute direction ou au propriétaire

Le responsable de la conformité

* Devraient avoir l’autorité et les ressources nécessaires pour s’acquitter efficacement de leurs responsabilités
* Sdoivent avoir une compréhension approfondie des obligations en matière de lutte contre le blanchiment d’argent, de la pratique et de la clientèle afin d’être en mesure d’identifier les risques pour la pratique.
* May déléguer certaines tâches à d’autres employés, mais le responsable de la conformité conserve la responsabilité de la mise en œuvre et de l’exécution continue du régime de conformité.

**La personne ci-dessous a été nommée au poste de responsable de** la **coordination :**

NOM:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

POSITION:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date de conformité officer

Nomination aprévidée par:

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date principale

**Partie C – Politiques et procédures**

Les politiques et procédures ci-dessous fournissent les rôles, les responsabilités et les renseignements relatifs à l’identification des opérations à déclarer et à la déclaration à CANAFE, à la tenue de documents, à la conservation des dossiers, à la vérification de l’identité, à l’approche fondée sur les risques et au programme de formation.

**Section 1 – Déclaration à CANAFE et tenue de documents connexe**

Il existe trois types de déclarations que nous pourrions être tenus de soumettre au CANAFE. Les trois types de rapports sont les suivants :

* Déclarationgénérale des transactions (Section 1.2)
* Déclaration desopérations en espèces (Section 1.3)
* Trapports de propriétés errorist (Section 1.4)

Les détails sur la façon de faire rapport, les renseignements requis lors de la déclaration et les documents connexes qui doivent être conservés se trouvent dans les sections ci-dessous.

* 1. **– Inscription au système de déclaration électronique de CANAFE**

L’agent de police veillera à ce que nous soyons inscrits auprès de CANAFE au moment de la déclaration dans le système de déclaration électronique de CANAFE, le système F2R, pour produire une déclaration électronique. Une fois inscrit, CANAFE fournit un numéro d’identification à inclure dans ses déclarations. Ce numéro est conservé par le responsable de la conformité. L’agent de conformité soumet toutes les déclarations à CANAFE.

Coordonnées pour l’inscription :

(<http://www.fintrac-canafe.gc.ca/reporting-declaration/Info/f2r-eng.asp>)

Sans frais : 1-866-346-8722 et en appuyant sur <4> après avoir choisi votre langue

Centre d’analyse des opérations et déclarations financières du Canada234, avenue Laurier Ouest, 24e étageOttawa (Ontario) K1P 1H7 Canada  
  
**1.2 – Politique sur la déclaration des opérations douteuses et la tenue de documents**

**Qu’est-ce qu’une opération douteuse?** –« Qu’est-ce qu’une déclaration d’opérations douteuses? définit les opérations suspectes comme des opérations financières dont nous avons des motifs raisonnables de soupçonner qu’elles sont liées à la perpétration d’une infraction de **blanchiment d’argent ou d’une infraction de financement des activités terroristes**. Cela comprend les **tentatives** d’opérations dont nous avons des motifs raisonnables de soupçonner qu’elles sont liées à la perpétration d’une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou d’une infraction de financement des activités terroristes.

**Exigence – Nous devons déclarer au** CANAFE les opérations douteuses effectuées ou tentées dès **que possible après avoir pris les mesures nécessaires pour établir**  des **motifs raisonnables de soupçonner** qu’une opération est liée à la perpétration d’une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou de financement des activités terroristes.

**Dès** que possible, nous avons pris les mesures suivantes qui nous ont permis de déterminer que nous avons atteint le seuil de motifs raisonnables de soupçonner et **que nous devons donc traiter l’élaboration et la présentation du rapport comme une priorité pour nous assurer qu’il est opportun** :

* le dépistage et l’identification des opérations suspectes;
* évaluer les [faits](https://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/glossary-glossaire/1-eng#facts) et le [contexte](https://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/glossary-glossaire/1-eng#context) entourant l’opération douteuse;
* établir un lien entre les [indicateurs de BA/FT](https://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/1-eng) et l’évaluation des faits et du contexte;
* expliquer les motifs de suspicion dans une DOD, où nous expliquons comment les faits pertinents, le contexte et les indicateurs de BA/FT nous ont permis d’atteindre les motifs de suspicion.

Dans les situations où il s’agit de renseignements urgents, comme les soupçons de financement du terrorisme et les menaces à la sécurité nationale, nous sommes encouragés à accélérer la présentation des DOD. Il n’y a pas de seuil minimal pour signaler une opération suspecte. Nous devons faire des rapports subséquents pour d’autres transactions suspectes et réévaluer périodiquement le client pour vérifier que le niveau de suspicion n’a pas changé.

Si nous recevons une ordonnance de communication, par les organismes d’application de la loi, nous devons effectuer une évaluation des faits, du contexte et des indicateurs de BA/FT afin de déterminer s’il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu’une transaction particulière est liée à la commission de BA/FT.

De même, si nous identifions une opération pour laquelle nous avons des motifs raisonnables de *croire* qu’une infraction au blanchiment d’argent et au financement des activités terroristes a été commise, nous devons commencer immédiatement une évaluation des opérations connexes, car nous avons *dépassé* le seuil de motifs raisonnables de soupçonner.

**Procédures** – Tous les employés et conseillers associés, le cas échéant, dans le cadre de cette pratique sont tenus de signaler toute transaction suspecte à l’agent de conformité **immédiatement** une fois qu’ils ont pris des mesures qui nous permettent de déterminer que lesmotifs raisonnables de soupçonner.

Cela permettra à l’agent de conformité d’élaborer et de soumettre la déclaration d’opération suspecte à FINTRAC dès que possible en s’assurant que la déclaration est faite en temps opportun et qu’une priorité déraisonnable n’est pas accordée à d’autres tâches. Tout signalement retardé, s’il se produit, nécessite une explication appropriée dont le responsable de la conformité doit tenir un registre. L’agent de conformité dépose toutes les déclarations d’opérations douteuses auprès de CANAFE et informe la haute direction de toutes les déclarations d’opérations douteuses. Des copies des rapports soumis sont conservées dans un endroit sûr. Ces dossiers sont conservés pendant au moins cinq ans à compter de la date de présentation du rapport.

### Confidentialité et communauté

Nous ne sommes pas autorisés à informer quiconque, y compris le client, du contenu d’un rapport de transaction suspecte ou même que nous avons fait un tel rapport. Cela s’applique qu’une telle enquête ait été ouverte.

Comme il est important de ne pas informer le client que nous soumettons une déclaration d’opération douteuse, nous ne devrions pas demander de renseignements à la personne qui effectue ou tente d’effectuer la transaction si nous croyons que cela l’avertirait qu’une déclaration d’opération douteuse est produite.

Aucune poursuite pénale ou civile ne peut être intentée contre quiconque pour avoir fait une déclaration de bonne foi concernant une opération suspecte.

**Exception pour les employés** – Il existe une exception pour les employés qui peuvent signaler, sur papier (plutôt que par voie électronique), directement à CANAFE dans les cas où ils ne font pas part de leurs soupçons à l’agent de conformité. Des renseignements supplémentaires sur la façon de soumettre des déclarations papier se trouvent dans la section Déclaration papier de la section « Déclaration d’opérations douteuses à CANAFE » : <http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide3/str-eng.asp>.

**Informations devant figurer dans la déclaration d’opérations suspectes**

Consultez « Déclaration des opérations douteuses à CANAFE » :<http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide3/str-eng.asp>.

Remplisseztous les champs applicables dans le rapport, y compris une explication détaillée de ce qui a conduit au soupçon. Ne remplissez n champs obligatoires que sur les déclarations d’opérations suspectes. Si les renseignements sont contenus dans les dossiers des clients et si ces renseignements n’ont pas été recueillis, dans certains cas, vous devez prendre des mesures raisonnables pour tenter d’obtenir les renseignements. S’il y a plus d’une transaction qui a contribué au soupçon, incluez-les dans le même rapport.

S’ils sont disponibles dans notre dossier client, inclure des renseignements supplémentaires dans la partie G pour aider CANAFE dans son analyse et sa production de renseignements financiers, comme les surnoms, les renseignements sur la propriété effective, les adresses IP, les numéros de compte supplémentaires, les adresses électroniques et les relations.

**1.3 –** **Politique** de **déclaration et de tenue de dossiers des transactions importantes**

**Exigence** – Un rapport doit être soumis, et un registre doit être créé et conservé, pour chaque montant d’argent de 10 000 $ ou plus reçu d’un client en une seule opération pour des rentes non enregistrées, des placements non enregistrés ou des polices d’assurance-vie universelle. D’autres produits sont exemptés de la déclaration des opérations importantes en espèces. Si nous savons que deux opérations en espèces ou plus de moins de 10 000 $ chacune ont été effectuées au cours d’une période de 24 heures (c’est-à-dire 24 heures consécutives), par le même client ou en son nom, elles sont considérées comme une seule opération importante en espèces si elles totalisent 10 000 $ ou plus.

**Politique – Nous n’acceptons pas d’argent comptant de la part des clients et, à ce titre, nous**  ne **serons pas tenus**  de **soumettre une déclaration d’opérations importantes en espèces ou de tenir un registre.**  De plus, nous n’acceptons aucune forme de monnaie virtuelle et ne serons donc pas tenus de déclarer ou de conserver des enregistrements de certaines transactions de monnaie virtuelle.

**Procédures** –

Les clients qui offrent de fournir de l’argent pour le paiement d’une transaction se voient proposer d’autres options de paiement. Tous les instruments financiers utilisés pour le paiement des polices d’assurance sont payables à la compagnie d’assurance et sont fournis à l’assureur.

Si l’argent a été accepté par erreur , les actions suivantes seront suivies:

L’agent de conformité doit :

* S ubmit les déclarations de transactions importantes en espèces dans les 15 jours civils suivant la transaction
* Créapprovisionner et conserver un important relevé d’opérations en espèces
* Copie des enregistrements de transactions importantes en espèces dans un endroit sûr

**Renseignements à inclure dans une déclaration d’opérations importantes en espèces**

See [Ligne directrice 7A](http://www.fintrac.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide7A/lctr-eng.asp) de CANAFE Soumettre des déclarations d’opérations importantes en espèces  [à CANAFE](http://www.fintrac.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide7A/lctr-eng.asp) pour obtenir des détails sur les renseignements qui doivent être inclus dans une déclaration d’opérations importantes en espèces*.*

**Renseignements à conserver dans un relevé d’opération importante en espèces**

Consultez les exigences de CANAFE en [matière de tenue de documents](http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/recordkeeping-document/record/li-eng.asp)  pour les relevés d’opérations importantes en espèces pour connaître les renseignements qui doivent être conservés dans un relevé d’opérations importantes en espèces.

## 1.4 – Déportations terroristes

**Exigence** – Si nous avons des biens en notre possession ou sous notre contrôle et que nous savons ou croyons appartenir à un groupe terroriste ou en faire le contrôle ou en notre nom, nous devons le signaler au CANAFE sans délai.

**Politique –** **Nous n’acceptons pas d’argent comptant et ne détenons pas de fonds au nom des clients, et les fonds des clients sont payables à l’assureur. Nous ne détenons pas non plus de biens pour le compte de clients.**  **Par conséquent, nous ne devrions pas avoir de biens en notre possession ou sous notre contrôle.**

Tous les cas de biens terroristes en notre possession ou sous notre contrôle sont signalés à l’agent de conformité. Les renseignements et les exigences de CANAFE sont décrits ci-dessous à titre de référence, le cas échéant .

**Procédures** – L’agent depolice soumet la déclaration au CANAFE et en avise la GRC et le SCRS. Les déclarations de biens appartenant à un groupe terroriste doivent être soumises sur papier au CANAFE. Les formulaires sont disponibles comme suit :

* **Les formulaires de déclaration** peuvent être consultés et imprimés à partir du site Web de CANAFE.
* Composez le 1-866-346-8722 pour qu’une copie vous soit envoyée par télécopieur ou par la poste.

Lorsqu’une déclaration doit être produite, nous examinons [la Ligne directrice 5 de CANAFE intitulée Présentation de déclarations](http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide5/5-eng.asp) de biens appartenant à un groupe terroriste pour connaître les détails que chaque champ doit contenir pour une déclaration de biens appartenant à un groupe terroriste.

## – Autodéclaration volontaire de non-conformité

**Exigence –** Si nous constatons des cas où nous n’avons pas satisfait à toutes les exigences en matière de déclaration, d’identification des clients, de tenue de documents ou de mise en œuvre efficace d’un volet de notre programme de conformité, nous devons signaler notre non-conformité à CANAFE sans délai.

**Politique** – Tous les cas de non-conformité doivent être signalés au responsable de la conformité.

**Procédures –** Tous les employés et conseillers associés, le cas échéant, dans le cadre de cette pratique sont tenus de signaler tout cas de non-conformité à l’agent de conformité dès qu’ils soupçonnent pour la première fois. L’agent de conformité dépose toutes les déclarations volontaires d’autodéclaration de non-conformité auprès de CANAFE et informe la haute direction de tous les rapports de non-conformité volontaire. Des copies des déclarations soumises et de l’accusé de réception reçu en retour de CANAFE sont conservées en lieu sûr.

Des détails supplémentaires sont disponibles dans CANAFE Autodéclaration volontaire de non-conformité : <http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/exam-examen/vsdonc/1-eng.asp>

**Section 2 – Information surl’environnement**

**2.1 – Généralités**

Lors de l’établissement d’une police d’assurance applicable, les demandes et les formulaires sont utilisés pour recueillir les renseignements requis sur les clients.

Les renseignements personnels recueillis sur les clients peuvent inclure, au besoin, mais sans s’y limiter, leur identification, leur profession, leur secteur d’activité, leur emploi, leur adresse, leur résidence fiscale, leur date de naissance, leur source de richesse et/ou de fonds, l’utilisation prévue de la police, la participation de tiers et toute exposition politique connue.

Pour les clients qui sont des entités juridiques, des renseignements supplémentaires sont requis pour fournir des renseignements sur les propriétaires véritables de l’entité et ceux qui contrôlent l’entité, comme il est précisé dans les lignes directrices de CANAFE et décrit ci-dessous.

**2.2 – Ininformation record**

**Politique** – Des certificats d’information sont maintenus pour tous les clients (particuliers et entités) qui doivent payer plus de 10 000 $ (en espèces ou non) pour des rentes non enregistrées, des placements non enregistrés ou des polices d’assurance vie universelle. D’autres produits sont exemptés des exigences en matière d’information. Nous ne remettons pas de fonds aux bénéficiaires (c’est la responsabilité de l’assureur) et n’avons donc pas de dossier d’information sur le bénéficiaire ou d’exigences connexes.

**Procédures**  – En pratique, nous nous conformons à l’obligation de créer unenvironnement d’information en remplissant les demandes d’assurance des assureurs, qui saisissent toutes les informations requises. Les informations conservées dans les informations varient enfonction du type de client (individu ou entité) et de la nature et/ou du volume des transactions du client. Les principaux éléments des dossiers d’information sont les suivants :

* Renseignements d’identification des clients (personnes et entités)
* Industrie et profession (nature de l’activité des entités)
* Informations utiles sur l’apprentissage, le contrôle et la structure (entités)
* Détermination et information des tiers
* Détermination de la personne politiquement vulnérable (si un dépôt forfaitaire de 100 000 $ + est fourni)
* Renseignements sur la relation d’affaires (objet et utilisation prévue de la politique)

Les détails de ce qui est requis pour chaque composante du dossier d’information sont décrits à la section 2.3.

**2.3 – Tableau récapitulatif**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Composant de l’enregistrement de l’information** | **Au besoin** | **Renseignements devant être enregistrés/conservés** |
| **Informationpour les assurés individuels – Consignée** sur les demandes et les formulaires. | Si l’on s’attend à recevoir 10 000 $ ou plus pendant la durée de la rente ou de la police d’assurance-vie. | **Renseignements sur le client :**   * Nom * Adresse * Date de naissance * Industrie et occupation détaillées   **Détails d’identification du** client **:**   * Détails d’identification (y compris les détails du type, du numéro d’identification, du lieu de délivrance, de l’expiration) *\*voir Section* *3.1 Identité*  des *personnes pour les détails des informations requises* |
| **Renseignements sur les titulaires de police et dossiers sur la propriété effective**, **le contrôle** et **la structure** des  **entités** – Consignés sur les demandes, les formulaires et les copies conservées des documents justificatifs du client.  *\* Voir ci-dessous les définitions et les renseignements supplémentaires sur les politiques et procédures.* | Si l’on s’attend à recevoir 10 000 $ ou plus pendant la durée de la rente ou de la police d’assurance-vie. | **Renseignements sur les clients pour tous les types d’entités :**   * Entité name * Adresse * Description détaillée desactivités et de l’industrie de l’entité * Numéro d’incorporation ou autre numéro d’identification * Juridiction de constitution * Pour les titres uniquement: Informations sur le signataire (nom, adresse, date de naissance, profession, indication du type, numéro d’identification, lieu d’émission, date d’expiration)   **Informations permettant de vérifier l’identité** d’une  **entité et d’une propriété, de la structure** **et**  du contrôle **des informations;**   * Pour toutes les entités : Copies des documents utilisés pour vérifier l’identité, tels que :   + Certificat de statut corporatif, rapport de profil corporatif (sociétés)   + Avis de cotisation émis par les administrations municipales, provinciales, territoriales ou fédérales   + Contrat de société (entité autre qu’une société)   + Statuts (entité autre qu’une société)   + Contrat de fiducie (pour une fiducie légale) * Pour une société : Copies des documents obtenus pour confirmer le nom de tous les administrateurs (pour la société). Le même document peut être utilisé pour vérifier l’identité de l’entité si l’information est présente (p. ex. rapport sur le profil de l’entreprise). * Pour toutes les entités : Copies des documents (ou une attestation) obtenus pour confirmer les renseignements sur les personnes qui possèdent ou contrôlent effectivement l’entité   + Informations établissant la propriété, le contrôle et la structure de l’entité, y compris :   + Noms et adresses des fiduciaires, des bénéficiaires connus et des constituants de la fiducie (pour les titulaires de police qui sont des fiducies)   + Noms et adresses de toutes les personnes qui, directement ou indirectement, possèdent ou ne peuvent pasdétenir 25 % ou plus de l’entité (pour les titulaires de police qui sont des entités autres que des fiducies)   + Organigramme illustrant la structure. * Obtenir et conserver des copies des prévisionsrelatives au pouvoir de lier, telles que:   + Statuts   + S hareholder ou accords de partenariat   + Déclaration annuelle (T1 Sch50 ou équivalent)   + Règlements administratifs de l’organisation   + Certificat d’occupation   + La confiance l’a fait   + Preuve du pouvoir de lier     Sicette information ne peut être obtenueou si l’exactitude n’est pas confirmée, des mesures supplémentaires sont nécessaires\*.  **Exigences relatives aux organismes sans but lucratif**  Déterminer si l’entité est un organisme de bienfaisance enregistré aux fins de l’impôt sur le revenu. S’il ne s’agit pas d’un organisme de bienfaisance enregistré, déterminez s’il sollicite ou non des dons de bienfaisance auprès du public. |
| **Résiliation** et  **renseignements** du tiers  **D –** Consignés sur les demandes et les formulaires.  *\* Voir ci-dessous les définitions et les renseignements supplémentaires sur les politiques et procédures.* | Lorsqu’un dossier de renseignements est conservé pour le titulaire de la police (10 000 $ ou plus devraient être reçus pendant la durée de la rente ou de la police d’assurance-vie). | Tiers determination – le client agit-il pour le compte de quelqu’un d’autre? Oui ou non est inscrit sur les demandes et les formulaires.  Si oui, les éléments suivants sont recueillis;   * Nom et adresse du tiers * Profession ou activité principale d’un tiers * Date de naissance (s’il s’agit d’une personne) * Numéro de téléphone * Numéro d’incorporation et lieu (juridiction) de constitution * Nature de la relation entre le tiers et le client   Si l’implication d’un tiers est soupçonnée même si le client a déclaré qu’il n’y a pas de tiers, documentez pourquoi nous soupçonnons que la personne agit sur les instructions d’un tiers. |
| **Détermination de la personne politiquement éposée (PPE**)  **ou du chef d’une organisation internationale (DOI) –** Inscrite sur les demandes et les formulaires.  *\* Voir ci-dessous les définitions et les renseignements supplémentaires sur les politiques et procédures.* | Pour le contributeur de dépôts de 100 000 $ ou plus pour une police d’assurance rente ou vie.  *Étant donné que nous ne remettons pas de fonds aux bénéficiaires, les exigences de détermination de la PPE des bénéficiaires ne s’appliquent pas. Les assureurs sont responsables de ces exigences si 100 000 $ ou plus sont remis à un bénéficiaire pendant la durée d’une police d’assurance-vie ou d’une rente.* | * PEP determination – le client est-il un PPV ou un DOI (y compris les parents ou les proches associés)? Oui ou non inscrit sur les demandes et les formulaires. Si oui, nous exigeons : * Le nom, la relation et le bureau/poste de la personne qui est un PPV et le pays * L’origine des fonds, si elle est connue, qui ont été utilisés pour la transaction * La source de la richesse de la personne, si elle est connue * Ladate à laquelle vous avez déterminé que la personne était une PPV ou un DOI * Lenom du membre de la haute direction qui a examiné la transaction et le résultat de cet examen (p. ex., approbation de garder le compte ouvert pour les affaires existantes) * Ladate à laquelle la transaction a été examinée |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Informations sur l’entreprise –** Enregistrées sur les demandes et les formulaires.  *\* Voir ci-dessous les définitions et les renseignements supplémentaires sur les politiques et procédures.* | Lorsque nous effectuons deux transactions ou plus dans lesquelles nous devons vérifier l’identité d’un client, nous avons conclu une relation d’affaires avec le client. | Consigner l’objet et la nature projetée de la relation d’affaires sur les demandes et les formulaires (p. ex., planification financière, planification successorale, préservation du capital, etc.). ).  Surveillance continue de la relation d’affaires en fonction du niveau de risque, y compris :   * Keepinformations sur les clients, propriété effective et objet/nature de la relation d’affaires à jour * Detecter toute transaction suspecte * Révaluer le niveau de risque associé aux transactions et aux activités du client * Ddéterminer si les transactions sont conformes aux informations et à l’évaluation des risques pour le client. |

**a) Registres** de propriété effective**,**  de **contrôle et de structure**

**Qu’est-ce que la propriété effective et le contrôle?**  La propriété effective fait référence à l’identité des personnes qui **contrôlent en fin de compte**, **directement ou indirectement, 25 % ou plus d’une société ou d’une** autre entité (actions ou droits). La référence à la propriété indirecte est importante car elle exige qu’une entité juridique appartenant à une autre société ou à une autre entité puisse exiger des documents supplémentaires pour confirmer que tous les bénéficiaires effectifs ont été divulgués. Dans le cas d’une fiducie, les bénéficiaires effectifs sont les fiduciaires et tous les bénéficiaires ou constituants connus de la fiducie. **Politique** – Lorsque nous confirmons l’identité d’une entité, nous devons également obtenir des informations sur la propriété, le contrôle et la structure de l’entité et prendre des mesures raisonnables pour confirmer et conserver les informations. Cetteinformation est documentée sur les demandes et les formulaires. Les documentsutilisés pour obtenir ou confirmer la propriété effective et le contrôle (comme ceux énumérés dans le tableau ci-dessus) sont conservés dans le dossier du client.

Pour plus d’informations sur la vérification de l’identité des entités, voir Section 3.2 Vérifier *l’identité des entités* de ce programme.

**Procédures** – Nous devons rechercher autant de niveaux d’information que nécessaire afin de déterminer la propriété effective. Cependant, il peut y avoir des cas où nous obtenons des informations confirmant qu’aucune personne ne possède ou ne contrôle 25% ou plus d’une entité. Nous devons toujours garder une trace des informations obtenues pour le démontrer. Dans les cas où nous sommes en mesure d’obtenir des informations et de confirmer qu’aucune personne ne possède ou ne contrôle 25% ou plus de l’entité, nous n’avons pas besoin de vérifier l’identité du chef de la direction (ou de la personne qui exerce cette fonction), car cela diffère de ne *pas être en mesure* d’obtenir ou de confirmer la propriété effective.

Des mesures raisonnables doivent être prises pour confirmer l’exactitude des renseignements sur la propriété effective obtenus. Ces mesures raisonnables ne peuvent pas être les mêmes que les mesures utilisées pour obtenir les renseignements. Les mesures raisonnables pour confirmer l’exactitude des renseignements sur la propriété effective comprennent le fait de demander au client de fournir des documents appropriés (comme une attestation) ou de consulter des documents accessibles au public, comme indiqué dans le tableau de la section 2.2 de ce programme. Les documents que nous obtenons pour confirmer l’information ou la source publique (c.-à-d. le site Web où nous avons trouvé l’information) doivent être conservés dans nos dossiers.

Pour les entités complexes, nos mesures raisonnables doivent aller plus loin afin de nous assurer que nous sommes en mesure de comprendre et de confirmer la propriété effective, ainsi que d’établir la propriété, le contrôle et la structure de cette entité. Des mesures supplémentaires pour vérifier la propriété, le contrôle et la structure des entités complexes peuvent être incluses sur les formulaires de l’assureur

Si vous n’êtes pas en mesure d’obtenir ou de confirmer ces informations (ou si le client refuse), nous devons :  
 •prendre des mesures raisonnables pour vérifier l’identité du PDG ou de la personne qui exerce cette fonction.

•traiter les activités de l’entité comme présentant un risque élevé

•Appliquer des mesures améliorées pour les clients à risque élevé, y compris une surveillance continue accrue.

Une décision peut également être prise de ne pas faire affaire avec ce client sans ces renseignements. Si le client refuse de fournir ces renseignements, il faut déterminer si l’opération (ou la transaction proposée) est suspecte.

Des exemples de propriété, de contrôle et de structure se trouvent dans les lignes directrices de  [FINTRAC, Connaître son client - Exigences relatives à la propriété effective -](http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/client-clientele/bor-eng.asp) Annexe A

**b) Détermination et dossiers des tiers**

**Qu’est-ce qu’un tiers?**  *–* Un tiers est une personne ou une entité qui charge une autre personne ou entité de mener une activité ou une transaction financière en son nom. Pour déterminer si un tiers est impliqué, il ne s’agit pas seulement de savoir qui « possède » l’argent, mais plutôt qui donne des instructions pour gérer l’argent. Pour déterminer qui est le tiers, il faut se rappeler si la personne en face de vous agit selon les instructions de quelqu’un d’autre. Si c’est le cas, cette autre personne est la tierce partie. Pour nos besoins, un tiers peut être une personne ou une entité, autre que le client, qui effectue la transaction / l’activité financière, comme un payeur, une procuration, un prête-nom ou une personne dirigeant la transaction.

**Politique** – Nous faisons une détermination de tiers (demander au client de divulguer si un tiers existe) lorsque nous sommes tenus de conserver uneinformation record. Nous sommes également tenus de faire une détermination par un tiers lorsque nous devons conserver un registre de transaction importante en espèces.

**Procédures – Comment la décision d’un tiers est-elle faite*?***  Au moment de la demande, on demande au client si une autre personne ou entité paiera pour cette police,  *utilisera les valeurs de la police ou y aura accès pendant qu’elle est en vigueur, ou si une autre personne fournit des directives pour appliquer cette police.*   
 La réponse du client est documentée sur les demandes et les formulaires. Si un tiers est impliqué, les renseignements requis sur le tiers sont également consignés dans les demandes et les formulaires, comme indiqué dans le tableau ci-dessus.

Lorsque nous avons des motifs raisonnables de soupçonner qu’un tiers est impliqué, nous conservons un dossier, sur demande et sur demande,indiquant ce qui suit :

* Dans le cas d’un enregistrement d’information ou d’une opération importante en espèces, si, selon le client, la transaction est effectuée pour le compte d’un tiers
* Lorsquenous soupçonnons que la personne agit sur les instructions d’un tiers.
* Dansle cas d’une opération importante en espèces, si, selon la personne qui donne l’argent, l’opération est effectuée pour le compte d’un tiers

**c) Détermination et dossiers** des personnes politiquement vulnérables (PPV) **ou du chef d’une organisation internationale (DOI)**

**Qui estun PEP?**

|  |  |
| --- | --- |
| **Domestique** | **Étranger** |
| Une personne qui occupe, ou a occupé **au cours des 5 dernières années**, le(s) poste(s) suivant(s) au sein ou au nom d’un gouvernement fédéral, provincial ou municipal **canadien** :   * gouverneur général, lieutenant-gouverneur ou chef du gouvernement; * membre du Sénat ou de la Chambre des communes ou membre d’une assemblée législative; * sous-ministre ou grade équivalent; * ambassadeur, attaché ou conseiller d’un ambassadeur; * officier militaire ayant un grade de général ou un grade supérieur; * président d’une société qui appartient entièrement directement à Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province; * chef d’un organisme gouvernemental; * juge d’une cour d’appel d’une province, de la Cour d’appel fédérale ou de la Cour suprême du Canada; * chef ou président d’un parti politique représenté dans une assemblée législative; ou * maire (ou l’équivalent d’une ville, d’un village ou d’une municipalité rurale ou métropolitaine, quelle que soit la taille de la population). | Une personne qui occupe, ou a déjà **occupé,** le ou les postes suivants dans ou pour le compte d’un État **étranger** :   * chef de l’État ou du gouvernement; * membre du Conseil exécutif du gouvernement ou membre d’une assemblée législative; * sous-ministre ou grade équivalent; * ambassadeur, attaché ou conseiller d’un ambassadeur; * officier militaire ayant un grade de général ou un grade supérieur; * président d’une entreprise d’État ou d’une banque d’État; * chef d’un organisme gouvernemental; * juge d’une Cour suprême, d’une Cour constitutionnelle ou d’une autre juridiction de dernier ressort; ou * chef ou président d’un parti politique représenté dans une assemblée législative. |

**Qui is unDOI?**

|  |
| --- |
| Une personne qui détient **actuellement ou a détenu au cours des 5 dernières années** soit:   * le chef\* d’une organisation internationale créée par les gouvernements des États; ou * le chef\* d’une institution créée par une organisation internationale.   \*la personne principale qui dirige cette organisation, par exemple un président ou un chef de la direction. Un exemple d’organisation internationale serait l’OTAN, les Nations Unies, l’UNICEF, etc. |

**Une PPV (étrangère ou nationale) ou un DOI comprend également les parents et les proches associés suivants :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Membre de la famille** | **Proche collaborateur** |
| Personne ayant l’un des liens définis suivants avec une PPV ou un DOI :   * Mère ou père (biologique et adoptif) * Enfant (biologique et adoptif) * Époux/conjoint de fait/union civile/partenaire domestique (y compris ex-conjoint) * Les beaux-parents (y compris ceux de l’époux, du conjoint de fait, de l’union civile ou du partenaire domestique) * Frères et sœurs (y compris les frères et sœurs biologiques, les demi-frères et sœurs adoptés seulement)   + Cela n’inclut pas les frères et sœurs par alliance, à moins qu’ils n’aient été adoptés légalement par le PPV/DOI. | Une personne qui est étroitement liée à une PPV ou à un DOI pour des raisons personnelles ou professionnelles, par exemple (mais sans s’y limiter) :   * joint sur une politique avec une PPV ou un DOI * s’associe à une PPV ou à un DOI, ou qui en est le propriétaire véritable ou qui contrôle une entreprise avec une PPV ou un DOI; * dans une relation amoureuse avec une PPV ou un DOI, comme un petit ami, une petite amie ou une maîtresse * participe à des opérations financières au moyen d’une PPV ou d’un DOI * un membre éminent du même parti politique ou syndicat qu’une PPV ou un DOI * siéger au même conseil d’administration qu’une PPV ou un DOI; * mener étroitement des œuvres de bienfaisance au moyen d’une PPV ou d’un DOI |

**Police** – Si nous recevons un paiement forfaitaire de 100 000 $ d’un particulier pour une rente ou une police d’assurance-vie, nous prenons des mesures raisonnables pour déterminer si nous traitons une PPV ou un DOI dans les 30 jours suivant la transaction. Si la personne est une PPV, dans les 30 jours, nous devons également faire approuver la transaction par la haute direction de la pratique.

Une fois qu’il est déterminé que la personne est une PPV ou un DOI, ou un parent ou un proche associé (RC) d’une telle personne, une évaluation des risques doit être effectuée. Si le client est un PPV étranger ou un CR à un PPV étranger, il est immédiatement considéré comme présentant un risque élevé et traité comme tel.   
  
Si une PPV ou un DOI est considéré comme présentant un risque élevé à la suite de l’évaluation des risques, les mesures spéciales applicables doivent être prises dans les 30 jours suivant la transaction. Ces mesures spéciales comprennent:

1. Prendre desmesures concrètes pour collecter l’origine des fonds de la transaction
2. Faire approuver la transaction par la haute direction au sein du cabinet
3. Consigner toutes les mesures prises pour la détermination, l’examen et l’approbation

*Exemple –* S’il faut cinq jours  *après la transaction pour déterminer que nous traitons en fait avec une personne étrangère politiquement vulnérable, il nous reste vingt-cinq jours pour effectuer une évaluation des risques du client, recueillir la source des fonds et demander à la haute direction d’examiner l’opération.*

**Procédures *–* Comment la détermination d’une PPV ou d’un** **DOI est-elle effectuée?**

Nous demandons au client s’il s’agit d’une PPV/DOI; La réponse oui ou non est documentée sur les demandes et les formulaires de l’assureur. Nous pouvons également consulter une source crédible de renseignements commerciaux ou publics sur les PPV/DOI.

Si le client est un PPV/DOI, nous :

* Documenter le bureau ou le poste de la personne qui est une PPV/DOI
* Ask le client pour et documenter la source des fonds qui ont été utilisés pour la transaction
* Documenter la source de la richesse\*
* Ddocumenter la date à laquelle nous avons déterminé que la personne était une PPV/DOI
* Document le nom de la personne qui a examiné/approuvé la transaction
* Document la date à laquelle la transaction a été examinée

\*Nous avons 30 jours après la date à laquelle nous recevons un paiement forfaitaire de 100 000 $ ou plus ou détectons un fait concernant les titulaires de compte existants qui indique un lien avec une PPV ou un DOI, afin de prendre des mesures raisonnables pour établir la source du patrimoine d’une personne.

**À quelle fréquence prenons-nous une décision de PPV/DOI ?**

Une fois qu’il aura été déterminé qu’une personne est une PPV/DOI, nous n’aurons pas à le refaire. Toutefois, si nous avons déterminé au départ qu’une personne n’était pas une PPV/DOI, nous devons quand même prendre des mesures raisonnables pour déterminer s’il s’agit d’une PPV/DOI pour chaque dépôt forfaitaire subséquent de 100 000 $ dans une police d’assurance ou une rente, puisque le statut de la personne peut avoir changé.   
  
**d)**  **R elationship record**

**Qu’est-ce qu’une relation debusiness?**

Une relation d’affaires est une relation établie entre nous, en tant qu’entité déclarante, et un client pour effectuer des opérations financières ou fournir des services liés à ces opérations.

Une relation d’affaires commence la deuxième fois, sur une période de 5 ans, que le client s’engage dans une transaction financière pour laquelle nous sommes tenus de vérifier son identité.

Dans lessituations où la réglementation prévoit une exception à la vérification de l’identité d’un client pour la deuxième transaction (par exemple, s’il n’y a aucun doute sur la première vérification), une relation d’affaires est toujours créée. En effet, l’exigence sous-jacente de vérifier l’identité d’un client ou de confirmer l’existence d’une entité existe toujours pour la deuxième transaction. Toutefois, si une **exception générale** s’applique, comme une police d’exemption, un organisme public ou une très grande société, une relation d’affaires n’est pas créée pour ce client puisqu’il n’est pas nécessaire de vérifier son identité.

**Oùla relation d’affaires cesse-t-elle?**   
 Si le client n’a plus d’affaires actives avec nous, la relation commerciale est considérée comme terminée 5 ans après la résiliation du dernier contrat.

**Politique** – Nous devons tenir un registre de l’objet et de l’utilisation prévue de toute police d’assurance.

**Procédures** – Nous consignons l’objet et la nature prévue de la relation d’affaires sur les demandes et les formulaires.

Les relations d’affaires déclenchent également d’autres obligations, voir la surveillance continue et la mise à jour des renseignements sur les clients à la section 4.3 de ce programme pour plus de détails.

**2.4 – Mesures raisonnables**

**Conservez un registre de toutes les « mesures raisonnables » que vous avez prises**

**Que sont les mesures raisonnables?**

Le terme « mesures raisonnables » fait référence aux activités que nous entreprenons afin de respecter certaines obligations. Par exemple, nous devons prendre des mesures raisonnables pour confirmer les renseignements sur la propriété effective, pour déterminer s’il s’agit d’une PPV ou d’un DOI, pour déterminer si le client agit sur les instructions d’un tiers, etc., comme indiqué dansles politiques et procédures. Si, même aprèsavoir pris des mesures raisonnables, certaines informations ne peuvent êtredéterminées, recueillies ou confirmées, nous avons rempli l’obligation.

Les mesures raisonnables ne doivent pas être confondues avec les exigences obligatoires, c’est-à-dire lorsque des renseignements doivent être obtenus avant que la transaction ou l’activité puisse être complétée (p. ex. vérification de l’identité du client).

**Sectionisur 3 – Vérification de l’identité**

**Politique** – L’identité des personnes et/ ou des entités est vérifiée pour les rentes non enregistrées, les placements non enregistrés ou les polices d’assurance-vie universelle lors de l’établissement de la police. D’autres produits sont exemptés des exigences relatives à l’identification des clients, sauf lorsqu’une déclaration d’opérations douteuses a été produite, l’exemption ne s’appliquant plus.

Lesdétails de la denstification sont consignés sur les demandes et les formulaires.

Voir *la section 3.1 de ce programme* pour les mesures prises et les procédures visant à vérifier l’identité des personnes et *la section 3.* *2 de ce programme* pour les mesures prises/procédures visant à vérifier l’identité des entités.

**3.1**  **Vérifier l’identité des** individus

**Procédures** – Pour vérifier l’identité d’une personne, nous nous référons à l’une des deux méthodes suivantes. Un conseiller ou un assistant agréé qui est sous contrat avec l’agence ou l’assureur peut vérifier l’identité d’une personne.

**Méthode d’identification avec photo d’enregistrement unique**

Le document doit être authentique, valide et à jour au moment où l’identité de la personne est vérifiée. Par exemple, un permis de conduire **expiré** **ne serait pas** acceptable.

Pour authentifier une pièce d’identité avec photo émise par le gouvernement, examiner l’original du document physique, et non les copies, et examiner ses caractéristiques de sécurité en présence du client pour s’assurer qu’il est authentique tel qu’il a été délivré par l’autorité compétente (gouvernement fédéral, provincial, territorial), qu’il est valide (non modifié, non contrefait) et à jour (non expiré).

La pièce d’identité avec photo doit indiquer le nom de la personne, avoir une photo de la personne (les deux doivent correspondre; et avoir un numéro d’identification unique.

Voici des exemples de documents d’identité avec photo acceptables :

* Licence derivière D ce
* Passpplace
* Permanent resident card
* Carte de citoyenneté (délivrée avant 2012)
* Établissement du statut d’Indien
* Autre document semblable délivré par un gouvernement provincial, territorial ou fédéral

Un passeport étranger valide peut également être acceptable, mais des dossiers supplémentaires pour confirmer que le client répond aux exigences de résidence canadienne peuvent être exigés par l’assureur.

Lors de l’utilisation de la méthode d’identification avec photo, les demandes et les formulaires sont conçus pour enregistrer les informations requises suivantes :

* Le nom de la personne
* Type de carte ou de document utilisé (p. ex. licence de la rivière)
* Le numéro d’identification unique sur le document ou la carte
* La juridiction de délivrance et le pays du document ou de la carte (p. ex. Alberta, Canada)
* La date d’expiration et la date d’émission si disponible (si l’information apparaît sur la carte, vous devez l’enregistrer)
* La date à laquelle l’information a été vérifiée

**Méthode d’identification** à **double processus**

Pour la méthode à double source, le conseiller est tenu d’examiner deux éléments d’information valides et à jour, chacun provenant de sources fiables différentes. La personne n’a pas besoin d’être physiquement présente au moment où nous confirmons son identité en utilisant cette méthode.

Nous pouvons utiliser un enregistrement original ou une autre version du format original de l’information, comme un fax, une photocopie, un scan ou une image électronique.

Il est acceptable d’utiliser une télécopie, une photocopie, une numérisation ou une image électronique d’une pièce d’identité avec photo émise par le gouvernement comme source d’information.

Chaque source d’information doit être utilisée séparément pour répondre à l’un des critères suivants (deux catégories sur trois doivent être satisfaites au total) et nous devons nous assurer que tous les renseignements correspondent à ceux fournis par la personne :

* Nom et unerobe
  + Exemples : pièce d’identité avec photo émise par le gouvernement, relevé fiscal de l’UE et de l’unicipalité ou avis de cotisation de l’ARC, état financier le plus récent d’un courtier en valeurs mobilières ou d’une autre société d’investissement (pas le nôtre ou celui du même assureur)
* Nom et date de birth
  + Exemples: pièce d’identité avec photo délivrée par le gouvernement, marriage c ertificate ou birth certificate (si aucun changement de nom)
* Nom et financement d’un compte (c.-à-d. doit être un compte de dépôt, de carte de crédit ou de prêt canadien)

Exemples : Facture de carte de crédit ou relevé de compte d’épargne ou de chèques le plus récent d’une banque, ou relevé de prêt ou d’hypothèque (pas du même assureur)

Nous ne pouvons pas utiliser la même information ou la même source pour satisfaire plus d’une des catégories ci-dessus. Par exemple, nous ne pouvons pas utiliser un relevé de carte de crédit pour confirmer le nom et l’adresse et encore une fois pour confirmer le nom et le compte financier.

Exemples de renseignements d’identification inacceptables :

* Certificat de naissance ou de baptême délivré par une église
* ICarte de dentition délivrée par un employeur pour un salarié
* Carte Santé (sauf si la législation provinciale le permet)

Lors de l’utilisation de la méthode à processus double , les demandes et les formulaires sont conçus pour enregistrer les informations requises suivantes :

* Le nom de la personne
* Le nom des deux sources d’information utilisées (par exemple, Agence du revenu du Canada, Banque CIBC)
* Le type de renseignements (par exemple, relevé d’utilité, relevé bancaire, licence de mariage, avis de cotisation)
* Le numéro de compte ou de référence associé à l’information
* La date associée à l’information et/ou la date d’expiration (pour démontrer que l’information est à jour, en particulier lorsqu’une copie d’une pièce d’identité avec photo est utilisée)
* La date à laquelle l’information a été vérifiée.

Si nous ne sommes pas en mesure d’obtenir une pièce d’identité auprès des sources énumérées ci-dessus, nous consultons les Lignes directrices - Connaître son client - pour connaître les  [entités pour](http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/client-clientele/Guide11/11-eng.asp) connaître les options supplémentaires.   
  
**3.2 Vérifier l’identité des entités**

**Procédures** – Les entités comprennent les sociétés, les fiducies (y compris les fiducies à participation multiple), les sociétés de personnes, les fonds et les associations ou organisations non constituées en personne morale.

Pour vérifier l’identité d’une société, consultez les documents suivants pour confirmer le nom et l’adresse de l’entité :

* Le certificat de statut de société oule dossier de profil de la société
* Un document qui doit être déposé annuellement en vertu des lois provinciales sur les valeurs mobilières
* Unautre document qui vérifie l’identité de la société. Il peut s’agir, par exemple, du rapport annuel publié par la société et signé par un cabinet d’audit indépendant, ou d’une lettre ou d’un avis de cotisation de la société d’un gouvernement municipal, provincial, territorial ou fédéral.

Pour vérifier l’identité d’une entité autre qu’une société, nous nous référons à une convention de partenariat ou de fiducie, à des statuts ou à tout autre document similaire qui identifiel’entité et confirme sa correspondance de nom et d’adresse.

L’enregistrement que nous utilisons pour vérifier l’identité d’une entité peut être une version papier ou électronique. Si le document est en format papier, nous devons en conserver une copie. S’il s’agit d’une version électronique, nous devons tenir un registre indiquant le numéro d’enregistrement de la société, le type et la source du document. Une version électronique d’un document doit provenir d’une source publique. La confirmationerbale (par exemple par téléphone) n’est pas acceptable car nous devons nous référer à un enregistrement.

Lors de la vérification de l’identité d’une société, nous devons également confirmer le nom des administrateurs en nous référant à un document. Cela peut souvent être fait en utilisant le même document que ci-dessus, comme un enregistrement de profil d’entreprise, mais dans certains cas, un autre enregistrement peut être requis.

Par exemple, nous pouvons obtenir de l’information sur le nom et l’adresse d’une société et les noms de ses administrateurs peuvent être obtenus à partir d’une base de données provinciale ou fédérale telle que la base de données de Corporations Canada accessible à partir du site Web d’Industrie Canada ([http://www.ic.gc.ca](http://www.ic.gc.ca/)) ou du Registre des entreprises du Québec (http://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/en/). Un service de recherche et d’enregistrement de sociétés est également acceptable.

**3.3 Exceptions à l’identification des clients**

**Politique** – Une fois que l’identité d’une personne a été vérifiéecomme indiqué ci-dessus, nous n’avons pas à vérifier à nouveau son identité si nous reconnaissons la personne (visuellement ou par la voix en utilisant l’authentification de l’appelant) et qu’il n’y a aucun doute sur l’information. En cas de doute ou d’informations manquantes, nous vérifions à nouveau l’identité.

**Section 4 – Approche fondée sur** **les risques**

**4.1 – Évaluation** **des risques**

**Qu’est-ce qu’une évaluation des risques** – Une évaluation des risques est une analyse des menaces et des vulnérabilités potentielles au blanchiment d’argent et au financement des activités terroristes auxquelles votre entreprise est exposée. La complexité de l’évaluation dépend de la taille et des facteurs de risque de votre entreprise; Les sections suivantes donnent des détails et de plus amples renseignements peuvent être consultés dans le cahier de travail de CANAFE intitulé Approche fondée sur les risques à l’intention des sociétés, des courtiers et des agents d’assurance-vie (<https://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/compliance-conformite/rba/rba-eng> ).

Une fois les risques inhérents identifiés, nous créons des mesures de réduction des risques et des contrôles clés, et nous mettons en œuvre cette approche fondée sur les risques dans le cadre de nos activités quotidiennes.

**Types d’évaluations des risques**

Dans le cadre de cette pratique, une évaluation des risques liés **à l’entreprise** et une **évaluation des risques liés aux relations**  sont effectuées.

Lesévaluations sont examinées tous les deux ans dans le cadre de l’évaluation du programme ou plus tôt s’il y a des changements dans la pratique, comme notre emplacement, notre clientèle, nos produits ou services, etc.

**Comment nous identifions les risques**

Les catégories suivantes sont prises en compte dans les évaluations des risques :

* Produits, services et comment nous livrons nos produits et services
* Géographie de notre entreprise et de nos clients
* Nos clients et relations d’affaires
* Nouveaux développements et technologies
* Autres facteurs pertinents

**Produits et services**

Certains produits et services sont associés à des niveaux plus élevés de risque inhérent de BA/FT. Les principales caractéristiques du produit qui contribuent à des niveaux de risque inhérents plus élevés sont les caractéristiques qui permettent l’accumulation d’espèces ou de placements (qui peuvent être utilisés à l’étape du placement ou de la superposition du blanchiment d’argent et du financement des activités terroristes), la facilité des retraits ou des transferts (qui facilitent la superposition et l’intégration) et la capacité des tiers d’effectuer des transactions au moyen du produit (ce qui peut faciliter l’une ou l’autre des étapes du blanchiment d’argent et du financement des activités terroristes). Les attributs du produit qui présentent un risque moindre seraient pénalisés en cas de retraits anticipés, d’une capacité limitée de retrait et de l’impossibilité d’accumuler des valeurs de rachat.

**Livraison channel risks**

Un canal de livraison est le moyen qui peut être utilisé pour obtenir un produit ou un service, ou par lequel les transactions peuvent être effectuées. Les modes de prestation qui permettent des transactions en personne présentent un risque plus élevé; Il est plus difficile de vérifier l’identité des clients et de s’assurer qu’ils n’agissent pas pour le compte d’un tiers. Cette méthode peut être utilisée pour masquer la véritable identité d’un client ou d’un bénéficiaire effectif.

**Géographie**

L’emplacement géographique a une incidence sur le risque global de l’entreprise. Les attributs géographiques qui peuvent contribuer à un niveau de risque inhérent plus élevé comprennent :

* La proximité d’une zone connue pour ses taux de criminalité élevés est prise en compte
* Connexions client vers les pays à haut niveau de ris
* Taille et nature de la région où résident la clientèle, c.-à-d. petite région rurale où les clients sont connus par rapport à la grande région urbaine où les clients sont inconnus

**Nouveaux développements et technologies**

La mise en œuvre de nouvelles technologies telles que les services de paiement mobile et certaines méthodes de communication non en face à face pourrait exposer l’entreprise à un large éventail de vulnérabilités pouvant être exploitées pour le ML. Si nous avons l’intention de mettre en place un nouveau service, une nouvelle activité ou un nouvel emplacement ou d’introduire une nouvelle technologie, nous devons l’évaluer afin de déterminer les risques potentiels de BA/FT qu’elle peut entraîner pour l’entreprise, **avant sa mise en œuvre.**

**Autres facteurs**

F lesacteurs tels que les risques juridiques et la structure opérationnelle de notre modèle d’affaires (c’est-à-dire le nombre d’employés, le roulement du personnel, le nombre de succursales, etc.) Et l’applicationdes nouvelles technologies dans l’industrie et nos opérations commerciales sont également prises en compte.

Les directives ministérielles, les restrictions relatives aux transactions, les notes d’information opérationnelles et les alertes reçues lors de l’inscription à la liste d’envoi de CANAFE, des communications avec les assureurs et de l’examen annuel des pays sanctionnés ou de la notification des mises à jour de l’inscription par l’entremise de CANAFE et/ou des communications des assureurs afin de mieux connaître les pays à risque élevé.

D’autres ressources se trouvent sur le site Web de CANAFE dans [la ligne directrice - Programme de conformité - Lignes directrices sur l’évaluation des risques.-](https://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/compliance-conformite/rba/rba-eng#a2T3)

**Comment les clients individuels sont évalués (initialement et en cours)**

Les clients font l’objet d’une évaluation du risque et se voient attribuer une cote de risque lorsqu’une nouvelle relation avec le client commence et sont réévalués de façon continue pendant la surveillance.

Les clients de cette pratique peuvent généralement être regroupés en deux groupes :

Groupe A – Risque faible

Groupe B – Risque élevé

Tous les clients présentent par défaut un faible risque, **SAUF si des facteurs de risque sont présents**,  **tels que;**

**Caractéristiques automatiques à haut risque** – si l’un des indicateurs ci-dessous est présent, le client présente un risque élevé.

* Étrangers politiquement vulnérables
* Un client pour lequel une opération douteuse ou une déclaration de biens appartenant à un groupe terroriste a été déposée
* Un client qui est un terroriste identifié
* Un client pour lequel nous ne sommes pas en mesure d’obtenir ou de confirmer des informations sur la propriété effective lors de l’intégration ou par le biais d’une surveillance continue (mise à jour des informations).
* Un client dont les transactions sont envoyées ou reçues d’un pays à haut risque (p. ex. l’Iran), quel que soit le montant

**Déclencheurs potentiels à haut risque** – Un seul déclencheur peut suffire à évaluer un client comme présentant un risque élevé et, généralement, si trois déclencheurs ou plus sont présents, le client devrait par défaut présenter un risque élevé. Cela peut varier en fonction de notre connaissance d’autres facteurs concernant le profil du client, tels que les produits qu’il détient, la durée du client, la source des fonds, etc.

**Caractéristiques du client, produit, service, mode de prestation :**

* Ressortissant politiquement exposé, chef d’organisation internationale et proches collaborateurs
* Paiements/dépôts de primes par virement télégraphique de juridictions étrangères
* L’implication de tiers sans justification raisonnable, ou lorsque nous ne sommes pas en mesure de collecter des informations de tiers.
* Profession – Professions à risque élevé (p. ex. entreprises à forte intensité de liquidités, entreprises à l’étranger, entreprises dans des pays à risque élevé, jeux d’argent en ligne, entreprises de services monétaires, sociétés commerciales – importation/exportation)
* La structure ou les transactions commerciales du client semblent exceptionnellement complexes
* Identification non en personne du client sans raison justifiable
* Participation de contrôleurs d’accès (c.-à-d. comptables/avocats) sans raison justifiable

**Géographie** :

* Le client réside en dehors de la zone client locale ou normale
* Le client réside dans une zone connue à forte criminalité
* Le client a des activités commerciales à l’étranger ou possède des sociétés fictives ou des sociétés de portefeuille apparentes dans des paradis fiscaux connus
* Transactions/connexions des clients avec des pays à haut risque (p. ex. l’Iran)

**Autres indicateurs d’opérations suspectes :**

* Volume, échéancier et complexité des opérations incompatibles avec l’objet de la politique ou du compte
* Valeur des dépôts incompatible avec la profession ou la source des fonds
* Présence de tout indicateur d’opération douteuse décrit dans la partie A « Renseignements généraux »

Toutes les évaluations des clients à risque élevé sont documentéesà l’aide de l’outil  *d’évaluation des risques pour les clients* qui se trouve à l’annexe de ce programme. Les avis sont retenus pour démontrer que le client s’est vu attribuer le risque approprié.

**4.2 – Atténuation des risques**

Lorsque des risques élevés ont étéidentifiés dans nos évaluations des risques, des mesures d’atténuation des risques ont été élaborées et sont en place. Les mesures d’atténuation des risques sont décrites en détail dans les évaluations des risques aux sections 4.4 et 4.5 du présent programme.

Quelle que soit la fréquence à laquelle un facteur peut être présent (c.-à-d. certains produits vendus rarement ou jamais), des mesures d’atténuation des risques ont été élaborées et seront suivies si la situation se produit.

**4.3 – Surveillance continue et mise à jour des renseignements sur les clients**

Une fois qu’une relation d’affaires est établie, nous devons assurer une surveillance continue de tous les clients pour :

* Detect les transactions suspectes qui doivent être signalées
* Tenir à jour les renseignements sur l’identification du client, les renseignements sur la propriété effective ainsi que l’objet et la nature prévue du dossier de la relation d’affaires
* Révaluer le niveau de risque associé aux transactions et aux activités du client
* Ddéterminer si les transactions ou les activités sont compatibles avec les informations précédemment obtenues sur le client, y compris l’évaluation des risques du client

Pour une personne pendant la surveillance continue, nous devons confirmer/mettre à jour les informations suivantes :

* Lenom de la personne
* Unerobe
* Occupation ou activité principale
* Confirmez que l’objectif de la politique ou de la relation d’affaires est toujours exact , car les changements peuvent expliquer les changements de comportement transactionnel (par exemple, les retraits fréquents).

Pour les entités, confirmez/mettez à jour les informations suivantes :

* Name
* Unerobe
* Nature de l’entreprise
* Nombred’administrateurs, de fiduciaires, etc.
* BInformations sur la propriété énergétique (informations sur les personnes qui contrôlent en fin de compte l’entité)
* Confirmez que l’objectif de la politique ou de la relation d’affaires est toujours exact , car les changements peuvent expliquer les changements de comportement transactionnel (par exemple, les retraits fréquents).

Fréquence – La fréquence à laquelle nous effectuons une surveillance continue des relations d’affaires et mettons à jour les renseignements sur les clients dépend du risque du client, les clients à risque élevé étant surveillés ou mis à jour plus fréquemment. Les renseignements sur les clients de tous les clients sont également mis à jour périodiquement dans le cadre du processus de présentation d’une nouvelle demande de placements et de rentes non enregistrés, d’une police d’assurance vie universelle et, dans une certaine mesure, d’une vie entière qui est exonérée par l’assureur en vertu du paragraphe 306(1) du Règlement de l’impôt sur le revenu (alinéa 154(2)a)).

**Clients à** faible **risque** – Lesransactions T sont surveillées, examinées et évaluées lorsqu’elles sont menées.

Les renseignements sur les clients à faible risque sont tenus à jour en confirmant verbalement les renseignements avec les clients au cours des interactions continues avec les nouvelles affaires et périodiquement avec les transactions subséquentes, le cas échéant, au moins une fois tous les cinq ans.

**Clients** à **risque** élevé – Lesransactions T sont surveillées, examinées et évaluées au moment de leur exécution ainsi que lors des examenspériodiques. Les preuves de l’examen périodique sont conservées. Des notes sont également conservées dans le dossier client.

Les renseignements sur les clients à risque élevé sont mis à jour chaque année. L’information peut être confirmée verbalement avec le client. Les mesures renforcées peuvent comprendre :

* prendre des mesures raisonnables pour confirmer les renseignements fournis par les clients à risque élevé en effectuant des recherches sur Internet;
* obtenir des informations supplémentaires sur la source des fonds/patrimoine du client
* obtenir des renseignements sur les raisons ou l’objet de certaines transactions;
* prendre des mesures supplémentaires pour vérifier les documents ou les renseignements fournis par le client;

4.4 **– Entreprise**

Vous trouverez ci-dessous la liste des domaines où cette pratique peut être susceptible d’être utilisée par des criminels pour mener des activités de blanchiment d’argent ou de financement des activités terroristes (BA/FAT).

Cette liste prend en considération les produits et services que nous fournissons, la façon dont nous fournissons les produits ou services et l’emplacement de notre pratique. Cette liste est mise à jour avec les risques supplémentaires identifiés. Tous les facteurs jugés élevés doivent faire l’objet de mesures d’atténuation des risques.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **LISTE DES FACTEURS**  **Identifiez tous les facteurs qui s’appliquent à votre entreprise (c.-à-d. produits, services et modes de prestation, géographie, autres facteurs pertinents) et indiquez la fréquence ou si le risque est présent dans votre pratique.** | **COTE DE RISQUE** INHÉRENT  ***Évaluez chaque facteur comme étant élevé ou faible.*** | **JUSTIFICATION**  ***Expliquez POURQUOI une cote de risque a été attribuée.*** | **Pour tous les risques ÉLEVÉS identifiés dans la première colonne, décrivez les MESURES D’ATTÉNUATION qui seront mises en œuvre pour réduire le risque de blanchiment d’argent et/ou de financement des activités terroristes.** |
| **Produits et services** | | | |
| Placements non enregistrés et rentes (fonds distincts) | HAUT | Possibilité d’accumuler des investissements, facilité des retraits et des transferts, possibilité pour des tiers d’effectuer des transactions à l’aide du produit. | Lescendres C ne sont pas acceptées; seraient moins susceptibles d’être exposés à l’étape du placement du blanchiment d’argent.  Obtenir la source de fonds pour tous les clients.  Formation pour les employés afin d’assurer une compréhension des produits vendus et du risque de BA/FT associé à ces produits et aux transactions connexes. |
| Vie universelle | HAUT | Capacité d’accumuler des investissements, facilité des retraits et des transferts, capacité pour des tiers d’effectuer des transactions à l’aide du produit, transfert de propriété, capacité de payer trop cher | Lescendres C ne sont pas acceptées; seraient moins susceptibles d’être exposés à l’étape du placement du blanchiment d’argent.  Obtenir la source de fonds pour tous les clients.  Formation pour les employés afin d’assurer une compréhension des produits que nous vendons et du risque de BA/FT présent avec ces produits et les transactions connexes. |
| Toute la vie | BAS | Produit exonéré assujetti à des règles d’exonération fiscale  Possibilitépour des tiers d’effectuer des transactions en utilisant le produit, de transférer la propriété, de payer trop et de retirer des fonds. | Non requis car le risque a été évalué comme FAIBLE |
| Terme | BAS | Produit exempté. Pas d’accumulation de valeur de rachat, pas de possibilité de retrait ou de remboursement des cotisations. Possibilitépour des tiers d’effectuer des transactions en utilisant le produit, transfert de propriété. | Non requis car le risque a été évalué comme FAIBLE |
| Assurance collective | BAS | Aucune valeur de rachat ou composante d’épargne. | Non requis car le risque a été évalué comme FAIBLE |
| Placements enregistrés/rentes | BAS | Produit exempté. | Non requis car le risque a été évalué comme FAIBLE |
| **Modes de distribution** |  |  |  |
| Face à face (intégration et transactions en cours) | BAS |  | Non requis car le risque a été évalué comme FAIBLE |
| Canaux de livraison non en face à face (téléphone, e-mail, Skype, etc.) | HAUT | L’identification des clients qui ne sont pas physiquement présents présente est plus risquée, car il est plus difficile de savoir avec certitude qui est le client et avec qui vous traitez. | Organisez la possibilité de rencontrer le client en personne à l’avenir avant de conclure une transaction nécessitant une pièce d’identité (relation d’affaires).  Ne pas accepter un nouveau client s’il n’est pas disposé à se rencontrer en personne sans raison justifiable telle que la distance, l’incapacité de voyager, c’est-à-dire le handicap. |
| **Géographie** |  |  |  |
| Activités menées dans des zones qui ne sont pas à proximité d’une ville frontalière. | BAS | Les institutions financières qui ne sont pas situées à proximité d’un poste frontalier sont moins susceptibles d’être le premier point d’entrée des fonds dans le secteur financier. | Non requis car le risque a été évalué comme FAIBLE |
| Activités menées dans des zones situées à proximité d’une ville frontalière. | HAUT | Les institutions financières situées à proximité d’un poste frontalier peuvent être plus susceptibles d’être le premier point d’entrée des fonds dans le secteur financier.  Les clients qui vivent à proximité d’une ville frontalière peuvent également avoir plus de liens avec le secteur de l’importation et de l’exportation et potentiellement avoir des sources de financement dans d’autres pays. | Lescendres C ne sont pas acceptées et, en tant que telles, nous serions moins susceptibles d’être le premier point d’entrée.  Obtenir la source de fonds pour tous les clients. |
| Les activités menées dans des emplacements géographiques connus pour avoir **une faible présence de criminalité**? | BAS | La faible présence de la criminalité réduit le risque que les fonds proviennent d’activités illégales. | Non requis car le risque a été évalué comme FAIBLE |
| Les activités menées dans des emplacements géographiques connus pour avoir **une forte présence de criminalité**? | HAUT | Les régions où la criminalité est plus élevée peuvent avoir des clients dont les sources de financement proviennent d’activités criminelles. | Obtenir la source de fonds pour tous les clients.  L’information disponible en ligne sur la criminalité dans notre région est régulièrement examinée. Des sources comme Statistique Canada fournissent de l’information sur la criminalité au Canada par type et par région.  Au besoin, une formation est fournie aux employés pour s’assurer qu’ils sont au courant des types de crimes dans notre région et leur rappeler la diligence raisonnable à l’intégration, comme la profession et la source des fonds. |
| Affaires menées dans une petite ville où les clients sont souvent connus au moment de l’intégration? | BAS | Cette pratique fonctionne dans une petite ville et / ou les clients sont souvent connus au moment de l’intégration. | Non requis car le risque a été évalué comme FAIBLE |
| Affaires menées dans une grande ville où les nouveaux clients sont généralement inconnus de la pratique au moment de l’intégration? | HAUT | Dans une grande ville, il y a potentiellement plus d’anonymat de nouveaux clients où les clients sont souvent inconnus de la pratique au moment de l’intégration. | Obtenir la source de fonds pour tous les clients.  Assurez-vous de rencontrer en personne tous les clients avant d’établir une relation d’affaires. |
| Y a-t-il des **liens avec des pays à risque élevé**, c.-à-d. des virements télégraphiques reçus de pays étrangers ou des sources de fonds provenant de pays étrangers qui pourraient présenter un risque de BA/FT? | HAUT | Les opérations provenant de pays étrangers présentent potentiellement un risque plus élevé de BA/FT. | Obtenir la source de fonds pour tous les clients.  Réévaluer le niveau de risque associé au client au fur et à mesure que les transactions se produisent.  Examiner chaque année les pays sanctionnés ou les mises à jour de l’inscription par l’entremise de CANAFE ou des communications des assureurs pour s’assurer de connaître les pays à risque élevé. Celles-ci sont disponibles sur le site Web du Bureau du surintendant des institutions financières ([http://www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca/)), en se référant aux « Listes de terroristes et sanctions ». |
| **Nouveaux développements et technologies** |  |  |  |
| Utilisation de méthodes de paiement à risque plus élevé , telles que :  - portefeuilles électroniques et paiements mobiles en monnaie fiduciaire (ApplePay, PayPal en CAD, USD)  - portefeuilles électroniques en courant virtuel (Bitcoin)  - cartes prépayées  - Transferts d’argent entre particuliers via des appareils mobiles ou Internet (par exemple, transfert d’argent par courrier électronique) | HAUT | Ces méthodes de paiement peuvent être utilisées pour transférer des fonds plus rapidement et de manière anonyme, ce qui peut augmenter les risques de BA/FT. | Nous n’acceptons pas les paiements des clients par l’intermédiaire de l’une de ces méthodes de paiement à risque élevé. |
| Methods de communication ou d’identification qui reposent sur la technologie, tels que:  - serveur de signature de documents (DocuSign)  - plateformes en ligne/virtuelles (Skype, Zoom)  - applications de chat (WhatsApp, Facebook Messenger)  - échange électronique d’informations  - Logiciel de vérification d’identité numérique | BAS | L’utilisation croissante de la technologie pour la communication et la vérification peut permettre au client d’effectuer davantage de transactions de manière non face à face ou de masquer son identité / utilisation de tiers. | Aucune nouvelle technologie n’est utilisée pour faire des affaires ou communiquer avec les clients.  Nous veillons à ce que nos clients soient bien ceux qu’ils prétendent être et effectuons des déterminations par des tiers au besoin.  Des protocoles de sécurité sont en place pour protéger les renseignements des clients.  Nous veillons à ce que le client soit authentifié de manière appropriée avant toute transaction effectuée via DocuSign ou toute plateforme en ligne/virtuelle.    Nous ne partageons aucune donnée personnelle et n’effectuons pas de transactions via des applications de chat externes avec les clients.  Nous n’utilisons pas de logiciel de vérification d’identité numérique. |
| Nouveaux développements commerciaux tels que:  -Acquisitions  - changements de modèle d’affaires  - restructuration d’entreprise | BAS | Les nouvelles acquisitions et les changements apportés au modèle d’affaires peuvent exposer la pratique à de nouveaux produits, clients et risques géographiques.   Les acquisitions peuvent également accroître le risque de non-conformité si le programme de LRPC/FAT de l’entité est insuffisant ou inefficace. | Nous examinons l’efficacité du programme de conformité, ainsi que le volume d’affaires, avant toute nouvelle acquisition.  Avant de modifier le modèle d’affaires ou de procéder à une restructuration, nous évaluons le risque de nouveaux clients, de toute zone géographique, de tout produit/service ou de tout autre risque pour nous assurer qu’il est conforme à notre tolérance au risque.  Nous ne nous engageons pas dans de nouveaux développements commerciaux sans l’approbation de notre responsable de la conformité. |
| **Autres facteurs de risque** |  |  |  |
| Modèle d’affaires - pratique établie, employés formés, faible roulement du personnel et emplacement géographique constant | BAS | Caractéristiques telles qu’un faible nombre d’employés et/ou  faible roulement du personnel,  Un seul bureau avec peu de changements prévus dans la géographie, les produits ou la clientèle. | Non requis car le risque a été évalué comme FAIBLE |
| Modèle d’affaires -  Les grands cabinets comptant plusieurs employés et/ou un taux de roulement élevé qui ont une incidence sur les exigences en matière de formation et les pratiques qui peuvent connaître des changements dans l’emplacement de leur clientèle peuvent présenter un risque accru. | HAUT | Cette pratique comporte des facteurs de risque plus élevés, tels que : plusieurs employés, des rôles différents, des besoins de formation différents, plusieurs bureaux ou des changements prévus à la géographie, aux produits et/ou à la clientèle. | Veiller à ce que tous les nouveaux employés reçoivent une formation avant qu’ils n’aient des interactions avec les clients.  En cas de changement de risque, c’est-à-dire de géographie, de produits ou de clientèle, nous mettons à jour le matériel de formation pour nous assurer que tous les membres de la pratique sont conscients des nouveaux risques présentés. |

**4.5 – Évaluation des risques fondée sur les relations**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Partenariats*** ***commerciaux***  *Identifiez toutes vos relations d’affaires ou vos clients à haut risque (individuellement ou en groupement) et évaluez-les en tant que low ou high* | **Justification**  *Expliquez pourquoi vous avez attribué cette note particulière* | **Décrire des mesures améliorées pour** vérifier l’identité des relations d’affaires à risque élevé | **Décrire les mesures d’atténuation, la surveillance continue améliorée et le processus pour tenir à jour les renseignements sur les clients dans le cadre** de relations d’affaires à risque élevé |
| **Groupe A – FAIBLE** | Les clients qui effectuent des transactions en face à face, ou non-face à face avec une raison justifiable, conformément au profil du client, c’est-à-dire la profession, la source des fonds, l’objet de la police, etc. , qui n’ont pas de déclencheurs automatiques à haut risque. | N/A | N/A |
| **Groupe B – ÉLEVÉ** | Les clients pour lesquels des déclarations d’opérations uspieuses ont déjà été soumises comme motifs raisonnables de soupçonner ont déjà été établis.  Les étrangers politiquement vulnérables (EPV) ou les PPV/DOI canadiens sont considérés comme présentant un risque élevé, car ils peuvent être vulnérables au BA/FT ou à la corruption en raison de leur position, de leur relation ou de leur influence.  Les clients pour lesquels nous ne sommes pas en mesure d’obtenir des renseignements sur la propriété effective. Cela peut indiquer que le client essaie de cacher le bénéficiaire effectif.  Un client qui est un terroriste identifié ou soupçonné d’être impliqué dans des activités terroristes  Un client dont les transactions sont envoyées ou reçues de la Corée du Nord ou de l’Iran (quel que soit le montant)  Les clients présentant une combinaison de déclencheurs potentiels à risque élevé à l’intégration ou tels qu’ils ont été notés au cours de la surveillance continue qui ont été évalués et jugés à risque élevé. Les déclencheurs potentiels à risque élevé sont énumérés dans l’outil d’évaluation des risques – Voir l’annexe. | **Mesures d’identification renforcées**  Assurez-vous que la pièce d’identité est vérifiéeau moment de la demande avec une pièce d’identité valide avec photo délivrée par un gouvernement fédéral ou provincial. | **Les mesures d’atténuation peuvent comprendre** **:**   * Achèvement de *l’outil d’évaluation des risques pour les clients (voir l’annexe)* documentantla justification de l’évaluation. * Effectuez une recherche sur Internet du client pour voir s’il y a des médias indésirables.   **Tenir l’information à jour :**   * Confirmer/mettre à jour les renseignements d’identification du client avec le client à chaque transaction et effectuer des recherches en ligne subséquentes.   **Surveillance continue améliorée**   * Examiner chaque transaction effectuée par des clients à risque élevé au moment où elle est effectuée.   + Maintain notes détaillant l’examen des transactions des clients.   + Cadapter la transaction à l’objet et à la nature de la relation d’affaires.   + Eévaluer la transaction par rapport au profil du client.   + Demandez des renseignements supplémentaires au client si la transaction semble incompatible avec le profil du client. * Examen périodique des transactions des clients * Lorsque la DOD a été soumise, une réévaluation annuelle a été effectuée et documentée |

### Section 5 – Délai de tenue des dossiers

Nous conservons les dossiers suivants pendant cinq ans à compter du jour où la dernière transaction commerciale a été effectuée :

* Dossiers d’information (y compris l’identification individuelle du client)
* Records pour vérifier l’identité d’une entité
* Bregistres de propriété eneficaux
* Dossiers de détermination desétrangers exposés à l’étranger
* Dossiers de détermination par des tiers

Nous conservons des copies des déclarations d’opérations douteuses, d’importantes espèces et de biens appartenant à des terroristes que nous avons déposées pendant au moins cinq ans après la date à laquelle la déclaration a été faite.

Tous les autres documents sont conservés pendant au moins cinq ans après la date de leur création.

# Ces registres doivent être conservés de manière à pouvoir être fournis dans les 30 jours sur demande. Partie D – Programme de pluie en cours

La formation continue est obligatoire pourtoutes les personnes qui exercent dans cette pratique et qui :

* Hacinq contacts avec les clients
* Qui voit l’activité transactionnelle des clients
* Qui gère de l’argent ou des fonds
* Qui sont responsables de la mise en œuvre et de la supervision du régime de conformité, sont formés comme indiqué dans ce programme de formation pour assurer une compréhension de leurs obligations

**Fréquence** – La formation est obligatoire pour tous les nouveaux employés avant qu’ils n’interagissent avec les clients. La formation est un processus continu. La formation de mise à jour sur la LRPC/FAT a lieu chaque année ou plus fréquemment pour le personnel existant, au besoin, en fonction des modifications apportées à la législation, aux nouveaux produits, aux changements dans les services offerts, la géographie, les technologies ou les modes de prestation.

**Méthode** – La formation est complétée par la diffusion et l’examen des sections A et C de notre programme de conformité.

Section A - contient des renseignements généraux sur la LRPC/FAT liés à nos activités, y compris les définitions, les indicateurs d’opérations douteuses, les raisons de soupçonner des activités suspectes et nos responsabilités.

La sectionC – Politiques et procédures comprend des détails sur la détection du blanchiment d’argent et du financement des activités terroristes, y compris l’identification, la connaissance du client, les responsabilités en matière de tenue de dossiers et notre processus de déclaration.

La formation facultative ou supplémentaire peut comprendre des modules offerts par les assureurs, la diffusion de communications ou de mises à jour sur la lutte contre le blanchiment d’argent de la part des assureurs, des articles de presse, des communications de CANAFE, etc. Les types de formation offerte sont consignés sur la feuille de suivi ci-dessous.

L’agent de coordination facilite et suit l’achèvement de toutes les formations figurant sur le tableau ci-joint. Les dossiers de formation suivie sont conservés dans cette sectiondu programme de conformité.

**Suivi de l’achèvement de la formation**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom de l’employé** | **Type de formation et contenu (formation initiale, révision continue des procédures des polices et des informations générales, module fourni par l’assureur, etc.)** | **Date** | **Nature de l’employé** |
| *Exemple – Cam Smith* | *Formation initiale, examen des politiques, procédures et informations générales* | *Déc.*  *1, 2020* |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

# Partie E – Approbation et adoption des politiques, des procédures et du programme de formation

Les politiques, les procédures et le programme de formation documentés dans le présent programme de conformité ont été approuvés et adoptés par le directeur ou le propriétaire de cette pratique.

Nom du principal/propriétaire : \_\_\_\_

Date d’adoption de ce programme : \_\_\_\_

# Partie F – Examen des programmes

**Manifeste**

Un examen des politiques et des procédures doit être effectué tous les deux ans. L’agent decoordination termine l’examen du programme.

Si la pratique subit un changement majeur, un examen du programme peut être effectué avant l’expiration de la période de deux ans. Les changements qui peuvent déclencher une vérification anticipée sont l’achat d’un portefeuille d’affaires, les modifications législatives ou réglementaires, l’ouverture d’un nouveau bureau ou d’une nouvelle succursale ou des changements démographiques notables dans la clientèle.

Le directeur principal signe les résultats de l’examen du programme dans les 30 jours suivant la fin de l’examen.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Examen des programmes** | | | |
| **Complété par :** | | | **Date** |
| **Résultats examinés par :** | | | **Date** |
| **Point de conformité examiné** | **Oui/Non** | **Résultats des essais** | |
| **1) Nomination d’un responsable de la conformité** | | | |
| Les tests comprennent;  a) S’assurer qu’un agent de conformité a été nommé et approuvé par la haute direction | Oui | Un agent de conformité a été nommé comme indiqué dans le programme et la nomination a été approuvée par le directeur d’école, comme indiqué dans la section sur l’agent de coordination de ce programme. | |
| **2) Les politiques et procédures de conformité écrites sont approuvées, efficaces et reflètent les obligations législatives actuelles** | | | |
| Les tests comprennent :  a) Confirmer que les politiques et procédures ont été approuvées par le directeur d’école. | Oui | Les politiques et procédures ont été approuvées par le directeur d’école, comme il est indiqué à la partie E - Approbation et adoption des politiques, des procédures et du programme de formation. | |
| b) Consultez le [site Web de CANAFE](http://www.fintrac.gc.ca/publications/guide/guide-eng.asp) pour savoir si de nouvelles modifications législatives sont notées. S’il y a des changements depuis la date du dernier examen ou révision de ce programme , mettre à jour au besoin pour s’assurer que le programme est conforme aux lignes directrices de CANAFE. | Oui | Site Web révisé, les modifications législatives en vigueur en 2021 sont intégrées à ce programme. | |
| c) Si des déclarations ont été faites au CANAFE , s’assurer que les dossiers appropriés ont été conservés. | SUR  Oui | Aucune circonstance n’a exigé une déclaration au CANAFE.  Nous conservons une copie des documents appropriés liés à toute déclaration soumise à CANAFE. | |
| d) Examiner les évaluations des risques liés aux activités et aux relations pour s’assurer que toutes les catégories de risques ont été prises en compte (c.- à-d. la géographie, les produits, les services, le mode de prestation, les nouveaux développements/technologies et d’autres facteurs) et que les évaluations reflètent fidèlement votre entreprise actuelle et clientèle. | Oui | Les évaluations des risques englobent toutes les catégories. | |
| e) Examiner tous les risques élevés cernés dans les deux évaluations pour s’assurer que des mesures d’atténuation des risques ont été élaborées et qu’elles sont appropriées pour atténuer les risques. | Oui | Les mesures d’atténuation des risques ont été documentées et mises en œuvre. | |
| f) Examiner 10 % des clients à risque élevé pour voir si des mesures améliorées ont été prises, c.-à-d. un examen périodique. | Oui    SUR | Examiné 10 % des clients à risque élevé, des preuves d’examen périodique ont été notées.  OU  À l’heure actuelle, aucun client à risque élevé n’est identifié dans la pratique | |
| 1. Confirmez l’inscription pour recevoir les [notes d’information et les alertes opérationnelles de CANAFE](http://www.fintrac-canafe.gc.ca/intel/sintel-eng.asp) pour obtenir de plus amples renseignements sur le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes. | Oui | Nous sommes inscrits pour recevoir les notes d’information et les alertes opérationnelles de CANAFE. | |
| **3) Les DOD sont documentées et soumises conformément à nos processus.** | | | |
| 1. Examiner les DOD soumises pour déterminer s’il existe des scénarios similaires non déclarés dans le livre des affaires. | SUR  Oui | Nous n’avons pas de DOD à l’heure actuelle.  Il n’y a pas de DOD non déclaré. | |
| 1. Examen soumis à la STRS pour s’assurer qu’une réévaluation périodique est effectuée et documentée. | SUR  Oui | Nous n’avons pas de DOD à l’heure actuelle.  Des réévaluations périodiques ont été effectuées et documentées conformément à nos procédures | |
| 1. Examiner les STRS soumis pour s’assurer que tous les champs sont remplis là où l’information est connue. | SUR  Oui | Nous n’avons pas de DOD à l’heure actuelle.  Les champs STR ont été remplis avec les informations connues. | |
| d) Examiner les mesures prises pour que les DOD atteignent des motifs raisonnables de soupçonner (faits, contexte et indicateurs de BA/FT) et quand ces mesures ont été achevées (par rapport aux transactions soumises précédemment, et la complexité, le nombre et la nature de la transaction) pour s’assurer que la DOD a été déclarée dès que possible une fois nous avons atteint le seuil de RGS. | SUR  Oui | Nous n’avons pas de DOD à l’heure actuelle.  Les DOD ont été soumises dès que possible. | |
| **4)L’examen du** **programme a été effectué au moins tous les deux ans et les résultats ont été examinés** | | | |
| Les tests comprennent :   1. Confirmer qu’un examen du programme a été effectué au cours des deux dernières années | N/A  Oui | La mise en œuvre de ce programme remplace le programme existant pour cette pratique et, par conséquent, l’examen du programme n’a pas été achevé au cours des deux dernières années. Le prochain examen du programme aura lieu deux ans après la mise en œuvre de ce programme ou plus tôt au besoin, comme il est indiqué dans les politiques ci-dessus.  OU  Ce programme est lepremier programme documenté pour la pratique, un auto-examen sera effectué dans les deux ans.  OU  Un auto-examen a été effectué au cours des deux dernières années, le prochain auto-examen sera prévu pour deux ans à compter de la mise en œuvre de ce programme. | |
| 1. Confirmez que l’examen a été approuvé par le directeur d’école. | Oui | Les résultats de cet examen ont été approuvés comme indiqué ci-dessus. | |
| **5)** **Formation continue sur la conformité –** des politiques et des procédures pour la fréquence et la méthode de formation sont en place et efficaces | | | |
| Les tests comprennent :   1. S’assurer que la fréquence de la formation est détaillée dans le programme. | Oui | Le programme de formation stipule que la formation aura lieu annuellement. | |
| 1. Assurez-vous que tous les employés qui sont exposés aux transactions des clients ont reçu une formation annuelle en consultant les preuves d’achèvement de la formation. | Oui | Preuve de formation tenue et examinée pour s’assurer que tous les employés requis ont reçu une formation. | |
| **Actions requises Aucune action requise pour le moment.** | | | |
| **Mesures de suivi terminées** | | | |

**Partie G – Historique des révisions**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Date** | **Section cpendue** | **Raison de change** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**Appendice**

**Outil d’évaluation des risques pour les clients**

Cet outil est utilisé pour documenter les évaluations des risques des clients lorsque des caractéristiques automatiques à risque élevé sont présentes et/ou que des déclencheurs potentiels à risque élevé sont présents lors de l’intégration et/ou de la surveillance.

**Documentez dans l’espace sous la justification de la cote de** **risque** **du client.**

**Caractéristiques automatiques à haut risque** – si l’un des indicateurs ci-dessous est présent, le client présente un risque élevé.

* Étrangers politiquement vulnérables
* Un client pour lequel une opération douteuse ou une déclaration de financement des activités terroristes a été déposée
* Un client qui est un terroriste identifié
* Un client pour lequel nous ne sommes pas en mesure d’obtenir des renseignements sur la propriété effective
* Un client dont les transactions sont envoyées ou reçues de la Corée du Nord (quel que soit le montant)

**Déclencheurs potentiels à haut risque** – Un seul déclencheur peut suffire à évaluer un client comme présentant un risque élevé, et généralement, si trois déclencheurs ou plus sont présents, le client devrait par défaut présenter un risque élevé. Cela peut varier en fonction de notre connaissance d’autres facteurs concernant le profil du client, tels que les produits qu’il détient, la durée du client, la source des fonds, etc.

**Caractéristiques du client, produit, service, mode de prestation :**

* Domestique politiquement exposé, chef d’organisation internationaleet proches collaborateurs
* Paiements/dépôts de primes par virement télégraphique de juridictions étrangères
* Participation d’un tiers sans justification raisonnable
* Profession – Professions à risque élevé (p. ex. entreprises à forte intensité de liquidités, entreprises à l’étranger, entreprises dans des pays à risque élevé, jeux d’argent en ligne, entreprises de services monétaires, sociétés commerciales – import/export)
* La structure ou les transactions commerciales du client semblent exceptionnellement complexes
* Identification non en personne du client sans raison justifiable
* Participation de contrôleurs d’accès (c.-à-d. comptables/avocats) sans raison justifiable

**Géographie** :

* Le client réside en dehors de la zone client locale ou normale
* Le client réside dans une zone de criminalité connue
* Le client a des activités commerciales à l’étranger ou possède des sociétés fictives ou des sociétés de portefeuille apparentes dans des paradis fiscaux connus
* Transactions/connexions avec des pays à haut risque (par exemple, l’Iran)

**Autres indicateurs d’opérations suspectes :**

* Volume, échéancier et complexité des opérations incompatibles avec l’objet de la politique ou du compte
* Valeur des dépôts incompatible avec la profession ou la source des fonds
* Présence de tout indicateur d’opération suspecte décrit dans la partie A « Informationsgénérales »

**Documentez votre évaluation et votre justification ici. Les notes de surveillance continue peuvent également être enregistrées ici.**